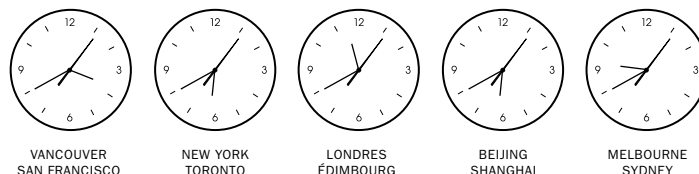


RAPPORT DU TROISIÈME TRIMESTRE

DE L'EXERCICE 2012 AUX ACTIONNAIRES

UN MONDE DE POSSIBILITÉS

CANACCORD Financière



Financière Canaccord Inc. annonce ses résultats du troisième trimestre de 2012

(Tous les montants sont en dollars canadiens, sauf indication contraire.)¹

TORONTO, le 8 février 2012 – Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2012 clos le 31 décembre 2011, Financière Canaccord Inc. (Canaccord, TSX : CF, AIM : CF.) a généré des produits des activités ordinaires de 147,9 millions \$ et comptabilisé un résultat net de 2,5 millions \$, ou 0,01 \$ par action ordinaire. Des éléments de la charge liée aux restructurations et aux acquisitions (éléments importants) totalisant 10,7 millions \$, ou 8,1 millions \$ après impôts, ont été engagés au cours du trimestre, dont 6,2 millions \$ de frais de restructuration, 2,7 millions \$ liés au projet d'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (Collins Stewart Hawkpoint), et 1,8 million \$ d'amortissement des immobilisations incorporelles. Compte non tenu des éléments importants, mesure non conforme aux IFRS, Canaccord a affiché un résultat net de 10,6 millions \$, ou 0,11 \$ par action ordinaire².

«L'acquisition annoncée de Collins Stewart Hawkpoint et la clôture de l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF Equities, investissements stratégiques que nous avons entrepris afin d'élargir nos capacités mondiales et d'accroître le rendement à long terme de Canaccord, ont été l'événement marquant de notre troisième trimestre, a affirmé Paul Reynolds, président et chef de la direction de Financière Canaccord Inc. Ensemble, ces initiatives de croissance nous permettront d'étendre considérablement nos activités au Royaume-Uni et aux États-Unis, d'établir des activités de premier plan à Singapour, à Hong Kong, en Australie et en Europe, et de doter notre plateforme mondiale d'une entreprise de gestion de patrimoine solide et profitable au Royaume-Uni.

Nous sommes particulièrement heureux des produits record tirés des services de consultation que notre groupe Fusions, acquisitions et restructuration a enregistré au cours du trimestre, en partie grâce à notre présence croissante en Asie et à nos solides relations commerciales au Canada. Malgré que la conjoncture mondiale continue de restreindre les activités de mobilisation de capitaux, nous croyons que la croissance de nos activités de consultation est une excellente occasion de compenser l'activité réduite dans certains autres secteurs de Canaccord pendant que nous nous employons à nous positionner le mieux possible en vue de l'éventuelle reprise des marchés.»

TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2012 PAR RAPPORT AU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2011

- Produits des activités ordinaires de 147,9 millions \$, en baisse de 42 %, ou 106,9 millions \$, par rapport à 254,8 millions \$
- Charges de 142,8 millions \$, en baisse de 26 %, ou 50,1 millions \$, en regard de 192,9 millions \$
- Résultat net de 2,5 millions \$ comparativement à 43,0 millions \$
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) de 0,6 %, en baisse comparativement à 24,3 %^{2,3}
- Résultat par action ordinaire (RPA) dilué de 0,01 \$ comparativement à 0,51 \$

Compte non tenu des éléments importants^{2,4}

- Charges de 132,1 millions \$, en baisse de 31 %, ou 58,1 millions \$, en regard de 190,2 millions \$
- Résultat net de 10,6 millions \$ comparativement à 45,6 millions \$
- RCP de 4,6 %, en baisse par rapport à 25,0 %^{2,3}
- RPA dilué de 0,11 \$, contre 0,55 \$ au troisième trimestre de 2011

Table des matières

Canaccord annonce ses résultats du troisième trimestre	1	États de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités	29	États des variations des capitaux propres consolidés résumés intermédiaires non audités	31
Lettre aux actionnaires	5	Comptes de résultat consolidés résumés intermédiaires non audités	30	Tableaux des flux de trésorerie consolidés résumés intermédiaires non audités	32
Rapport de gestion	7	États du résultat global consolidés résumés intermédiaires non audités	31	Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités	33

TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2012 PAR RAPPORT AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2012

- Produits des activités ordinaires de 147,9 millions \$, en hausse de 24 %, ou 28,4 millions \$, par rapport à 119,5 millions \$
- Charges de 142,8 millions \$, en hausse de 13 %, ou 16,4 millions \$, en regard de 126,4 millions \$
- Résultat net de 2,5 millions \$, comparativement à une perte nette de 5,3 millions \$
- RCP de 0,6 %, en hausse comparativement (2,8) %^{2,3}
- RPA dilué de 0,01 \$, contre (0,09) \$ au deuxième trimestre de 2012

Compte non tenu des éléments importants^{2,4}

- Charges de 132,1 millions \$, en hausse de 8 %, ou 9,6 millions \$, en regard de 122,5 millions \$
- Résultat net de 10,6 millions \$, comparativement à une perte nette de 1,7 million \$
- RCP de 4,6 %, en hausse comparativement (0,9) %^{2,3}
- RPA dilué de 0,11 \$, contre (0,05) \$ au deuxième trimestre de 2012

DEPUIS LE DÉBUT DE L'EXERCICE 2012 PAR RAPPORT À LA PÉRIODE CORRESPONDANTE DE 2011

(Période de neuf mois close le 31 décembre 2011 par rapport à la période de neuf mois close le 31 décembre 2010)

- Produits des activités ordinaires de 427,2 millions \$, en baisse de 23 %, ou 128,8 millions \$, par rapport à 556,0 millions \$
- Charges de 413,3 millions \$, en baisse de 12 %, ou 58,6 millions \$, en regard de 471,9 millions \$
- Résultat net de 10,4 millions \$ comparativement à 58,4 millions \$
- RCP de 1,3 %, en baisse par rapport à 11,4 %^{2,3}
- RPA dilué de 0,09 \$, contre 0,72 \$ pour la période correspondante de 2011

Compte non tenu des éléments importants^{2,4}

- Charges de 397,7 millions \$, en baisse de 57,2 millions \$, en regard de 454,9 millions \$
- Résultat net de 23,1 millions \$ comparativement à 71,9 millions \$
- RCP de 3,4 %, en baisse par rapport à 14,1 %^{2,3}
- RPA dilué de 0,23 \$, contre 0,89 \$ pour la période correspondante de 2011

SITUATION FINANCIÈRE À LA FIN DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2012 PAR RAPPORT AU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2011

- Solde de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 700,9 millions \$, en baisse de 12,2 millions \$ par rapport à 713,1 millions \$
- Fonds de roulement en hausse de 100,4 millions \$, passant de 371,5 millions \$ à 471,9 millions \$
- Total des capitaux propres de 852,3 millions \$, en hausse de 127,6 millions \$ par rapport à 724,7 millions \$
- Valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) de 8,54 \$ à la fin de la période, en hausse de 1,4 %, ou 0,11 \$, en regard de 8,43 \$²
- Le 8 février 2012, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,10 \$ par action ordinaire payable le 15 mars 2012 aux actionnaires inscrits le 2 mars 2012.
- Le 8 février 2012, le conseil d'administration a également approuvé un dividende en espèces de 0,34375 \$ par action privilégiée de série A payable le 2 avril 2012 aux actionnaires inscrits le 16 mars 2012.

SOMMAIRE DES ACTIVITÉS

Non sectoriel et autres

- Le 1^{er} novembre 2011, Financière Canaccord Inc. a clôturé l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF Equities (BGF). La contrepartie versée par Canaccord dans le cadre de cette acquisition a totalisé 40,2 millions \$ AU (42,2 millions \$ CA). Par suite de la clôture de l'opération, BGF a été renommée Canaccord BGF. La participation de 50 % a été acquise moyennant l'acquisition d'actions auprès de certains actionnaires existants et d'actions autodétenues, comme suit :
 - acquisition de 14,7 millions \$ AU d'actions existantes de BGF Equities principalement auprès d'actionnaires passifs qui ne sont pas des dirigeants;
 - émission de 5,5 millions \$ AU⁵ d'actions ordinaires de Canaccord (actions de contrepartie) à l'intention des principaux dirigeants de BGF;
 - souscription de 20,0 millions \$ AU d'actions autodétenues dans BGF.

- Le 15 décembre 2011, Financière Canaccord Inc. a annoncé avoir fait une offre officielle visant l'acquisition de la totalité des actions de Collins Stewart Hawkpoint (LSE : CSHP) pour un prix de 0,96 £ par action ordinaire de CSHP-LN.
 - L'acquisition proposée accroîtra considérablement l'étendue des activités de Canaccord sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et aux États-Unis de même que les activités de la Société à Singapour. La transaction fournira aussi à Canaccord de solides activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe.
 - Il est prévu que l'acquisition sera mise en œuvre par la voie d'un plan d'arrangement homologué par le tribunal en vertu de la *Companies Act* du Royaume-Uni, ce qui exige l'approbation des actionnaires de Collins Stewart Hawkpoint.
 - Sous réserve de l'approbation des actionnaires de Collins Stewart Hawkpoint et de l'obtention des autorisations officielles de la Financial Services Authority du Royaume-Uni, de l'Autorité monétaire de Singapour et de certains autres organismes de réglementation, la Société croit que l'audience relative à l'approbation du plan et aux questions connexes aura lieu les 16 mars 2012 et 21 mars 2012, et que l'acquisition se clôturera («entrée en vigueur du plan») à 8 h, heure de Londres, le 22 mars 2012. D'autres annonces seront faites si ces dates changent.
- Au cours du troisième trimestre de l'exercice, Financière Canaccord Inc. a procédé au rachat et à l'annulation de 650 000 actions ordinaires dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA), aux termes de laquelle 1 350 000 autres actions peuvent être rachetées.

Marchés des capitaux

- Canaccord Genuity a dirigé ou codirigé 20 opérations à l'échelle internationale qui lui ont permis de mobiliser un produit total de 324,1 millions \$⁶ au cours du T3/12.
- Canaccord Genuity a participé à 77 opérations à l'échelle internationale qui lui ont permis de mobiliser un produit total de 1,2 milliard \$⁶ au cours du T3/12.
- Au cours du T3/12, Canaccord Genuity a dirigé ou codirigé les opérations suivantes :
 - une opération de 69,0 millions \$ CA pour Artis Real Estate Investment Trust à la Bourse de Toronto;
 - une opération de 46,5 millions £ pour Rockhopper Exploration PLC à l'AIM;
 - une opération de 46,0 millions \$ CA pour Carpathian Gold à la Bourse de Toronto;
 - une opération de 46,0 millions \$ CA pour Huntingdon Real Estate Investment Trust à la Bourse de Toronto;
 - une opération de 43,4 millions \$ US pour NewLink Genetics Corp. au NASDAQ;
 - une opération de 40,1 millions \$ US pour Metminco Ltd. à l'AIM;
 - une opération de 34,3 millions \$ CA pour Amica Mature Lifestyles Inc. à la Bourse de Toronto;
 - une opération de 33,4 millions \$ CA pour Premier Gold Mines Limited à la Bourse de Toronto.
- Canaccord Genuity a généré des produits tirés des services de consultation record de 38,5 millions \$ au cours du T3/12, soit un bond de 53 % comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Au cours du T3/12, Canaccord Genuity a été conseiller dans le cadre des opérations de fusions et acquisitions et de consultations suivantes :
 - conseiller de Daylight Energy dans le cadre de son acquisition par Sinopec International Petroleum Exploration and Production Corporation;
 - conseiller auprès des porteurs de billets de deuxième rang d'OPTI Canada Inc. dans le cadre d'une restructuration de la dette et de la vente de la société;
 - conseiller de Zarlink Semiconductor Inc. dans le cadre d'une offre d'achat hostile et de son acquisition éventuelle par Microsemi Corporation;
 - conseiller de Labopharm Inc. dans le cadre de son acquisition par Paladin Labs Inc.;
 - conseiller de Grayd Resource Corporation dans le cadre de son acquisition par Mines Agnico-Eagle Ltée;
 - conseiller de Hathor Exploration Limited dans le cadre de son acquisition par Rio Tinto Ltd.;
 - conseiller de New Gold Inc. dans le cadre de l'acquisition de Silver Quest Resources Ltd.

Gestion de patrimoine

- Gestion de patrimoine Canaccord a comptabilisé une perte nette avant impôts de 0,9 million \$ au T3/12.
- Actifs sous administration de 14,4 milliards \$, en baisse de 2 % par rapport à 14,6 milliards \$ à la fin du T2/12 et en baisse de 10 % par rapport à 16,0 milliards \$ à la fin du T3/11².
- Actifs sous gestion de 607 millions \$, en hausse de 6 % par rapport à 574 millions \$ à la fin du T2/12 et de 18 % par rapport à 514 millions \$ à la fin du T3/11².
- Au 31 décembre 2011, Gestion de patrimoine Canaccord comptait 278 équipes de conseillers⁷, en hausse de six par rapport à 272 équipes de conseillers au 31 décembre 2010 et de sept en regard de 271 équipes de conseillers au 30 septembre 2011.
- Au cours du troisième trimestre de l'exercice de Canaccord, trois nouvelles succursales ont adopté la plateforme de gestion de patrimoine indépendante (GPI), soit celles de Summerland et de Trail, en Colombie-Britannique, et celle de Brampton, en Ontario.
- Gestion de patrimoine Canaccord compte maintenant 37 succursales au Canada, dont 25 ont été converties à la plateforme de GPI.

Mesures non conformes aux IFRS

Les mesures non conformes aux IFRS présentées comprennent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué), le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants. Les éléments importants correspondent aux frais de restructuration et aux éléments de la charge liée aux acquisitions, qui incluent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non. La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettront une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de Canaccord et favoriseront une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats opérationnels de base de Canaccord. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments importants, puisque les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de Canaccord; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de Canaccord. Par conséquent, la direction estime que les mesures de la performance financière de Canaccord conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2011	2010		2011	2010	
Total des produits des activités ordinaires						
selon les IFRS	147 889 \$	254 834 \$	(42,0)%	427 172 \$	556 036 \$	(23,2)%
Total des charges selon les IFRS	142 822	192 918	(26,0)%	413 252	471 880	(12,4)%
<i>Éléments importants comptabilisés par Canaccord Genuity</i>						
Frais connexes aux acquisitions –						
Collins Stewart Hawkpoint	2 700	—	négl.	2 700	—	négl.
Frais connexes aux acquisitions – BGF	—	—	—	1 443	—	négl.
Frais connexes aux acquisitions – The Balloch Group Limited (TBG)	—	1 750	(100,0)%	—	1 750	(100,0)%
Frais connexes aux acquisitions –						
Marchés des capitaux Genuity (Genuity)	—	—	—	—	10 990	(100,0)%
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 767	930	90,0 %	3 627	4 196	(13,6)%
Frais de restructuration	1 292	—	négl.	1 292	—	négl.
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur administratif Non sectoriel et autres</i>						
Frais connexes aux acquisitions –						
projets d'acquisitions abandonnés	—	—	—	1 513	—	négl.
Frais de restructuration	5 000	—	négl.	5 000	—	négl.
Total des éléments importants	10 759	2 680	301,5 %	15 575	16 936	(8,0)%
Total des charges compte non tenu des éléments importants	132 063	190 238	(30,6)%	397 677	454 944	(12,6)%
Résultat net avant impôts sur le résultat – rajusté	15 826 \$	64 596 \$	(75,5)%	29 495 \$	101 092 \$	(70,8)%
Impôts sur le résultat – rajusté	5 182	18 992	(72,7)%	6 391	29 219	(78,1)%
Résultat net – rajusté	10 644 \$	45 604 \$	(76,7)%	23 104 \$	71 873 \$	(67,9)%
Résultat par action ordinaire – de base, rajusté	0,12 \$	0,61 \$	(80,3)%	0,26 \$	0,99 \$	(73,7)%
Résultat par action ordinaire – dilué, rajusté	0,11 \$	0,55 \$	(80,0)%	0,23 \$	0,89 \$	(74,2)%

négl. : négligeable

¹⁾ Tel qu'il est exigé par le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada, la Société a adopté les Normes internationales d'information financière (IFRS) en date du 1^{er} avril 2011. Toutes les données financières de l'exercice 2012 sont conformes aux IFRS et toutes les données financières comparatives des quatre trimestres de l'exercice 2011 ont été retraitées et présentées selon les IFRS.

²⁾ Se reporter à la rubrique «Mesures non conformes aux IFRS» ci-dessus.

³⁾ Le RCP est présenté sur une base annualisée. Le RCP pour la période correspond au résultat net annualisé disponible pour les actionnaires ordinaires pour la période divisé par les capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période. Se reporter à la rubrique «Mesures non conformes aux IFRS» ci-dessus.

⁴⁾ Les éléments importants correspondent aux frais de restructuration et aux éléments de la charge liée aux acquisitions, comme il est indiqué à la rubrique «Mesures non conformes aux IFRS» ci-dessus.

⁵⁾ Un total de 623 796 actions de contrepartie ont été émises, calculé d'après le cours moyen pondéré selon le volume des actions de Canaccord à la Bourse de Toronto pour la période de 20 jours de négociation consécutifs close le troisième jour de négociation précédant la réalisation de l'opération. Selon cette méthode d'évaluation, les actions ont été évaluées à 5,3 millions \$ AU.

⁶⁾ Source : FP Infomart et données de la Société.

⁷⁾ Les équipes de conseillers comprennent généralement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints, qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers en placement qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement détenant son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement environ trois ans à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

Lettre aux actionnaires

Le troisième trimestre de l'exercice 2012 a été une période de croissance pour Financière Canaccord. Nous avons annoncé l'acquisition transformative de Collins Stewart Hawkpoint plc afin d'étendre nos activités au Royaume-Uni, en Europe, aux États-Unis et à Singapour, et nous avons clôturé l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF Equities dans l'intention de nous établir en Australie et à Hong Kong. De plus, tirant parti des capacités élargies en fusions et acquisitions et en restructurations que nous avons obtenues dans le cadre de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity en mai 2010, nous avons dégagé des produits tirés des activités de consultation record ce trimestre.

Au cours des derniers exercices, nous avons comme objectif de devenir une banque d'investissement mondiale de premier plan axée sur la croissance, et nous avons réalisé d'importants progrès à cet égard. Si la dislocation des marchés et le contexte économique actuel ont posé à la Société certains défis à court terme, ils lui ont aussi offert des occasions exceptionnelles d'acquérir des actifs importants qui, à notre avis, accroîtront la valeur et le rendement à long terme de la Société.

La constance et la récurrence des produits des activités ordinaires générés par la gestion de patrimoine de Collins Stewart contribueront à améliorer la stabilité de nos résultats, de même que ses activités exercées au Royaume-Uni et à l'étranger accroîtront considérablement nos actifs sous administration. Notre expansion en Europe, en Australie, à Singapour et à Hong Kong nous ouvre les portes de nombreux marchés clés où nous entrevoyons des occasions de tirer parti de nos capacités et d'élargir notre clientèle, tout en diversifiant nos sources de revenus grâce à notre présence dans un nombre grandissant de régions géographiques. À mesure que notre stratégie axée sur l'Asie-Pacifique prend forme, nous sommes convaincus que Canaccord deviendra une banque d'investissement de premier plan pour les sociétés et les investisseurs du secteur des ressources dans cette région, lequel est essentiel pour de nombreuses économies asiatiques, en plus de représenter un complément à notre expertise sectorielle très respectée.

Nous bâtissons une entreprise qui peut non seulement répondre aux besoins changeants de nos clients, mais aussi s'adapter à l'évolution des possibilités du marché afin de créer une valeur à long terme pour nos actionnaires. De plus, nous choisissons d'investir de manière stratégique dans des activités de développement commercial qui peuvent procurer des avantages à de nombreux secteurs de notre entreprise.

Nos clients manifestent de plus en plus leur intérêt à l'égard des activités transfrontalières. En pleine expansion, notre groupe de fusions et acquisitions et de restructurations n'a jamais été aussi actif, ayant développé un potentiel d'affaires solide et de plus en plus mondial. Voilà autant d'éléments clés qui témoignent de la valeur pour les actionnaires qu'ont générée nos investissements dans la Société au cours des derniers exercices. Qui plus est, ce sont là des exemples d'occasions que nous entrevoyons pour Canaccord au cours des prochaines années et les raisons pour lesquelles nous sommes enthousiasmés par l'avenir de la Société.

RENDEMENT TRIMESTRIEL

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2012, la Société a dégagé des produits des activités ordinaires de 147,9 millions \$, en hausse de 24 % en regard du trimestre précédent, mais en baisse de 42 % par rapport aux produits des activités ordinaires inégalés affichés au trimestre correspondant de l'exercice 2011, alors que l'activité sur les marchés était nettement plus marquée. Malgré tout, les produits tirés des activités de consultation record générés par notre équipe mondiale de fusions et acquisitions au cours du trimestre ont fortement contribué au rendement de Canaccord et ont aidé à contrebalancer le fléchissement de l'activité enregistré dans d'autres secteurs de la Société.

Comme il a été mentionné au trimestre précédent, des mesures difficiles visant à réduire les niveaux des effectifs dans certaines régions géographiques et à rationaliser la structure de la direction ont été mises en œuvre au T3/12. À cet égard, nous avons engagé des frais de restructuration de 6,3 millions \$ avant impôts au cours du trimestre. Bien qu'il ne soit jamais facile de prendre ces décisions, nous croyons qu'elles étaient nécessaires pour mieux aligner nos ressources sur le contexte économique actuel et mieux déployer les capitaux dans des secteurs, à notre avis, plus prometteurs.

Les investissements visant à renforcer nos activités mondiales et à améliorer le rendement à long terme de la Société se sont aussi reflétés dans les résultats du trimestre. Des frais connexes aux acquisitions de 4,5 millions \$ avant impôts ont été engagés au cours du trimestre, y compris un montant de 2,7 millions \$ lié au projet d'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint.

Malgré la conjoncture défavorable qui pèse toujours sur notre secteur, Canaccord a relativement bien fait. Compte non tenu des éléments de la charge liée aux restructurations et aux acquisitions susmentionnés, le résultat net du troisième trimestre de l'exercice 2012 s'est inscrit à 10,6 millions \$, ou 0,11 \$ par action ordinaire diluée. Compte tenu de ces éléments, le résultat net du trimestre selon les IFRS a été de 2,5 millions \$, ou 0,01 \$ par action ordinaire diluée.

Notre bilan demeure vigoureux, affichant une trésorerie et des équivalents de trésorerie de 700,9 millions \$ et un fonds de roulement de 471,9 millions \$. La Société est très bien capitalisée pour répondre à ses besoins opérationnels, malgré l'obtention d'une facilité de crédit de 150 millions \$ en décembre afin de financer l'acquisition imminente de Collins Stewart Hawkpoint, laquelle sera remboursable 180 jours après le premier prélèvement. Au cours du trimestre, nous avons aussi été très actifs, ayant procédé au rachat sur le marché de 650 000 actions ordinaires de Financière Canaccord qui ont par la suite été annulées. En tout, 1 350 000 actions ordinaires demeurent disponibles à des fins de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) de la Société.

CANACCORD GENUITY

Les produits tirés des activités de consultation record ont été un inducteur clé du rendement de Canaccord Genuity pour le trimestre, contrebalançant en partie le ralentissement des activités de financement de sociétés et de négociation. S'établissant à 38,5 millions \$, les produits tirés des activités de consultation ont bondi de respectivement 78 % et 53 % par rapport au trimestre précédent et au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Une bonne partie des activités de consultation générées au cours du T3/12 ont découlé d'opérations transfrontalières, ce qui témoigne de la force de nos capacités mondiales de fusions et acquisitions ainsi que du potentiel en Europe, d'où l'expansion de nos activités par l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint.

Canaccord Genuity a agi à titre de conseiller dans le cadre de sept opérations de fusions et acquisitions et de restructurations qui ont été clôturées au cours du trimestre. Deux d'entre elles ont démontré l'importance d'agrandir notre groupe de consultation en Asie et ont produit des honoraires considérables pour notre Société. Canaccord a été conseiller de Daylight Energy Ltd. dans le cadre de son acquisition par Sinopec International Petroleum Exploration totalisant 2,2 milliards \$, ainsi que conseiller auprès des porteurs de billets de deuxième rang d'OPTI Canada dans le cadre d'une restructuration de la dette et de la vente de cette société.

L'instabilité persistante de la conjoncture économique et commerciale continue de plomber les activités de mobilisation de capitaux. Les résultats globaux du trimestre de notre division des marchés des capitaux ont souffert de cette instabilité ainsi que de la baisse des volumes de négociation sur certaines des principales Bourses auxquelles nous sommes inscrits. À l'échelle mondiale, Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 93,6 millions \$, soit une augmentation de 35 % par rapport au trimestre précédent, mais une nette diminution en regard des produits des activités ordinaires record générés par la division au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Malgré la difficile conjoncture des marchés, Canaccord Genuity a dirigé 20 opérations au cours du trimestre, mobilisant 324 millions \$ pour des clients, et a participé à 77 opérations à l'échelle mondiale, mobilisant 1,2 milliard \$. L'entonnoir des ventes reste prometteur dans l'ensemble de nos régions géographiques, et nous croyons qu'il y aura une recrudescence des activités de mobilisation de capitaux lorsque les préoccupations économiques et l'incertitude liée à la crise de la dette européenne se seront estompées.

Au cours du troisième trimestre, nous avons aussi été très heureux d'accueillir de nouveaux collègues en Australie et à Hong Kong par suite de l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF Equities, aujourd'hui connue sous le nom Canaccord BGF. Les apports de cette division sont maintenant pleinement consolidés et sont attribuables au secteur Canaccord Genuity. Bien que l'application de notre stratégie d'entreprise partagée soit embryonnaire, nos activités en Australie et à Hong Kong annoncent déjà des résultats positifs.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD

La volatilité des marchés qui perdure et la prudence des investisseurs ont continué de nuire au rendement de Gestion de patrimoine Canaccord. Les produits des activités ordinaires se sont inscrits à 44,6 millions \$ au troisième trimestre, en baisse de 6 % par rapport au trimestre précédent et de 35 % comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les efforts soutenus visant à améliorer l'efficacité de l'entreprise ont contribué à abaisser le seuil de rentabilité de la division; toutefois, les activités d'expansion et de recrutement ont eu une incidence sur certaines charges. Au cours du troisième trimestre, trois nouvelles succursales de Gestion de patrimoine Canaccord ont adopté la plateforme de gestion de patrimoine indépendante, soit celles de Summerland et de Trail, en Colombie-Britannique, et celle de Brampton, en Ontario. L'expansion, jumelée aux efforts de recrutement déployés au cours de la période, a permis d'ajouter sept équipes de conseillers, pour un total de 278 équipes de conseillers dans tout le Canada à la fin du trimestre.

Les charges de la division ont été de 37,2 millions \$ au T3/12, soit une légère baisse en regard du trimestre précédent et une diminution de 28 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte tenu de la répartition des charges, Gestion de patrimoine Canaccord a comptabilisé une faible perte avant impôts de 0,9 million \$ au cours du troisième trimestre.

Indicateurs de croissance positifs de notre plateforme de comptes discrétionnaires, les actifs sous gestion ont continué de croître, s'inscrivant à 607 millions \$ à la fin du trimestre, en hausse de 6 % comparativement à la fin du deuxième trimestre et de 18 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les actifs sous administration s'établissaient à 14,4 milliards \$ au 31 décembre 2011, soit environ 2 % de moins qu'à la fin du trimestre précédent et 10 % de moins qu'au trimestre correspondant de l'exercice 2011.

PERSPECTIVES

À mesure que progressent l'acquisition et l'intégration de Collins Stewart Hawkpoint, nous sommes de plus en plus convaincus que, grâce à notre culture et à nos valeurs partagées, l'intégration des entreprises se fera sans heurts. Le vote des actionnaires de Collins Stewart Hawkpoint portant sur l'approbation de la transaction aura lieu le 9 février 2012. Si nous obtenons l'approbation des actionnaires et de tous les organismes de réglementation concernés, nous devrions clôturer l'acquisition vers la fin mars.

Lorsque notre entreprise combinée verra le jour, Canaccord sera mieux positionnée que jamais en vue d'une éventuelle reprise des marchés. Nous profiterons des produits tirés des honoraires solides et récurrents dégagés par une entreprise de gestion de patrimoine à forte marge au Royaume-Uni. Nos capacités de consultation élargies au Royaume-Uni et en Europe seront mises de l'avant pour ajouter de la valeur pour les nouveaux clients et les clients existants. Nous étendrons notre présence en Asie par l'entremise d'un bureau stratégiquement important situé à Singapour et doté de capacités de négociation en Bourse. De plus, nous réunirons les meilleurs professionnels des marchés des capitaux sur une plateforme d'arrière-guichet unique.

Par-dessus tout, les clients nous percevront comme une société ayant réussi son repositionnement et les concurrents, comme une société indépendante de premier plan en mesure de livrer concurrence à de nombreuses banques d'investissement de plus grande envergure au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Nous sommes enthousiastes à l'idée d'accueillir de nouveaux collègues et bureaux provenant de Collins Stewart Hawkpoint dans la plateforme mondiale de Canaccord au cours des prochains mois. Je suis convaincu que nos capacités combinées, nos relations commerciales partagées ainsi que le regroupement de notre expertise sectorielle généreront une importante valeur pour nos clients et actionnaires pour les années à venir.

Cordialement,

Le président et chef de la direction,



PAUL D. REYNOLDS

Financière Canaccord Inc.

Rapport de gestion

Troisième trimestre de l'exercice 2012, périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 décembre 2011 – document daté du 8 février 2012

Le rapport de gestion suivant de Financière Canaccord Inc. («Canaccord» ou la «Société») vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans notre situation financière et les résultats opérationnels des périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 décembre 2011 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Dans l'analyse qui suit, les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 décembre 2011 sont aussi désignées par les termes «troisième trimestre de 2012», «T3/12», «troisième trimestre de l'exercice 2012» et «depuis le début de l'exercice 2012». Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 décembre 2011, qui commencent à la page 29 du présent rapport, la notice annuelle datée du 1^{er} juin 2011 et le rapport de gestion annuel de 2011, y compris les états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2011 («états financiers consolidés annuels audités»), qui se trouvent dans le rapport annuel de Canaccord daté du 17 mai 2011 («rapport annuel»). Aucune modification importante n'a été apportée à l'information qui figure dans le rapport de gestion annuel pour l'exercice 2011, sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion. L'information financière de Canaccord est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. La Société a adopté les Normes internationales d'information financière (IFRS) à compter du premier trimestre de 2012; par conséquent, l'information financière présentée dans le présent document, y compris l'information comparative, est préparée selon les IFRS à moins d'indication contraire. Le présent rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités préparés selon les IFRS.

Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent document peut contenir des «énoncés prospectifs» (au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les croyances, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, la performance ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques, y compris la situation commerciale et économique, et la croissance, les résultats opérationnels, la performance et les perspectives et possibilités d'affaires de Canaccord. Ces énoncés prospectifs reflètent les croyances actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que «peut», «sera», «devrait», «prévoir», «projeter», «anticiper», «croire», «estimer», «prédire», «éventuel», «continuer», «cibler», «avoir l'intention de», «entendre», «pouvoir» ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Par nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'ils évaluent ces énoncés, les lecteurs devraient expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires et annuels de la Société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés à l'adresse www.sedar.com, ainsi que les facteurs dont il est question à la rubrique «Risques» du présent rapport de gestion qui aborde le risque de marché, le risque d'illiquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique «Perspectives pour l'exercice 2012» du rapport de gestion annuel et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires et annuels de la Société et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. La liste qui précède n'est pas exhaustive de tous les facteurs de risque possibles qui peuvent influencer sur les résultats réels. Les lecteurs sont mis en garde contre le fait que la liste des principaux facteurs et hypothèses qui précède n'est pas exhaustive.

Bien que les énoncés prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans ce document peuvent être considérés comme des «perspectives financières» au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent document. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier publiquement des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE ET DES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Passage aux Normes internationales d'information financière

Tel qu'il est exigé par le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada, la Société a adopté les IFRS en date du 1^{er} avril 2011. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 décembre 2011 (états financiers du troisième trimestre de 2012) ont été dressés conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), selon les méthodes comptables que la Société prévoit adopter pour la préparation de ses états financiers consolidés annuels de l'exercice prenant fin le 31 mars 2012.

La Société a préparé les états financiers de son troisième trimestre de 2012 conformément aux dispositions de l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière* (IFRS 1). Les états financiers du troisième trimestre de 2012 contiennent de l'information comparative au 31 décembre 2010 et au 31 mars 2011 et pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 décembre 2010, qui a aussi été présentée selon les IFRS. La note 4 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du trimestre clos le 30 juin 2011 (états financiers du premier trimestre de 2012) fournit des explications sur le passage aux IFRS, notamment sur les choix initiaux à faire à la première application des IFRS et les modifications des méthodes comptables, et présente un rapprochement des montants antérieurement présentés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada avec les montants présentés selon les IFRS à des fins de comparaison.

Adoption des IFRS

Se reporter à la note 5 des états financiers du premier trimestre de 2012 pour obtenir une description détaillée des principales méthodes comptables adoptées par la Société au moment du passage aux IFRS. En outre, la rubrique «Passage aux Normes internationales d'information financière» du rapport de gestion du trimestre clos le 30 juin 2011 comprend une description visant à fournir un aperçu général de l'incidence de l'adoption des IFRS, notamment sur l'information financière comparative présentée dans nos états financiers du premier trimestre de 2012. Notre évaluation de l'incidence de l'adoption des IFRS et les conclusions tirées à cet égard n'ont pas changé par rapport à celles présentées dans notre rapport de gestion du trimestre clos le 30 juin 2011. Cette description n'est pas une liste exhaustive de toutes les différences relevées entre les PCGR du Canada et les IFRS.

Mesures non conformes aux IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par Canaccord comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS présentées incluent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué), le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants.

Le capital de Canaccord est représenté par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) comme mesure de la performance. La Société utilise également comme mesure de la performance la valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) qui correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre dilué d'actions ordinaires en circulation.

Les actifs sous administration (ASA) et les actifs sous gestion (ASG) représentent des mesures des actifs des clients non conformes aux IFRS, qui sont communes aux aspects de la gestion de patrimoine du secteur des services aux particuliers. Les ASA représentent la valeur marchande des actifs des clients administrés par Canaccord et dont elle tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients de même que la valeur marchande globale de positions acheteur et vendeur sur titres. La méthode qu'emploie Canaccord pour calculer les ASA peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celle d'autres sociétés. La direction utilise cette mesure pour évaluer la performance opérationnelle du secteur Gestion de patrimoine Canaccord. Les ASG comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes généralement appelés Programme de conseils en placement CC et Compte géré CC. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. Les ASG sont également administrés par Canaccord et sont inclus dans les ASA.

Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Les éléments importants correspondent aux frais de restructuration et aux éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non. Se reporter au tableau «Principales informations financières compte non tenu des éléments importants» à la page 13.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettront une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de Canaccord et favoriseront une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats opérationnels de base de Canaccord. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments importants, puisque les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de Canaccord; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de Canaccord. Par conséquent, la direction estime que les mesures de la performance financière de Canaccord conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

VUE D'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS

Financière Canaccord Inc., par l'entremise de ses principales filiales, est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan, qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux mondiaux. Depuis sa création en 1950, Canaccord est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Canaccord exploite 53 bureaux à l'échelle mondiale, dont 37 bureaux de Gestion de patrimoine d'un bout à l'autre du Canada. Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux, mène des activités au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Chine, à Hong Kong, en Australie et à la Barbade.

Financière Canaccord Inc. est cotée sous le symbole CF à la Bourse de Toronto et sous le symbole CF. à l'AIM, branche de la Bourse de Londres. Les actions privilégiées de série A de Canaccord sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A.

Nos activités sont directement liées à la situation générale sur les marchés boursiers nord-américains, australiens, asiatiques et européens, y compris les variations saisonnières.

Environnement d'affaires

Le troisième trimestre de l'exercice a été caractérisé par une reprise modérée des actifs à risque, les actions mondiales ayant réagi à plusieurs facteurs. Parmi ceux-ci, mentionnons la crise financière qui s'estompe en Europe par suite de la mise en œuvre d'une opération de refinancement à long terme par les banques centrales européennes, des statistiques économiques plus solides que prévu aux États-Unis ainsi que les attentes croissantes d'un atterrissage en douceur en Chine.

Alimentées par un rendement économique relativement robuste, les actions américaines ont le plus profité de l'accroissement de l'appétence pour le risque des investisseurs, le S&P 500 ayant affiché une hausse de 11,2 % au troisième trimestre de l'exercice. L'indice composé S&P/TSX a dégagé une augmentation plus modeste de 2,8 %, laquelle a été contenue par la pression à la baisse exercée sur les prix des ressources attribuable à la force du dollar américain. Sous pression pendant la majeure partie du trimestre, le prix de l'or a glissé de 3,4 %, soit une première baisse trimestrielle depuis le quatrième trimestre de l'exercice 2009 de Canaccord. D'autres marchandises industrielles ont nettement mieux fait grâce à une forte reprise des importations chinoises, comme le pétrole brut et le cuivre qui ont enregistré une hausse de respectivement 24,8 % et 9,1 %. Malgré la reprise des actifs à risque, l'appréciation limitée du cours des actions canadiennes et la volatilité soutenue des marchés n'ont cependant pas suffi à atténuer les inquiétudes dans le monde des affaires, réduisant au final la cadence des activités de prise ferme et des négociations sur les marchés secondaires.

Dans l'avenir, les risques économiques mondiaux resteront bien équilibrés. Aux États-Unis, la reprise économique est entrée dans une phase d'autonomie, les entreprises ayant recommencé à emprunter, la création d'emplois s'étant accélérée et les coûts unitaires de main-d'œuvre progressant de nouveau. La consommation, qui demeure le principal inducteur de croissance, pourrait toutefois ralentir si le prix du pétrole brut dépassait la barre des 115 \$ le baril sous l'effet de l'accroissement des risques géopolitiques. En Chine, bien que l'économie reste résiliente, un autre ralentissement semble inévitable si les décideurs visent une économie axée sur la consommation et les services. En Europe, la conjoncture monétaire est devenue accommodante par suite de la dépréciation rapide de l'euro au cours de la seconde moitié de l'année civile jumelée à la chute abrupte des taux des obligations européennes, et les investisseurs semblent maintenant s'attendre à une récession modérée en 2012. Les problèmes d'insolvabilité n'ont cependant pas encore été abordés, et un défaut de paiement désordonné de la Grèce pourrait rapidement refroidir l'optimisme prudent qui prévaut sur les marchés financiers.

Dans cette perspective d'équilibre économique, la décision de la Réserve fédérale américaine de maintenir les taux aux niveaux actuels pendant les trois prochaines années a une influence haussière sur l'inflation, les biens durables et les actions canadiennes en particulier. Les obligations protégées contre l'inflation procurant un rendement négatif aux investisseurs, l'indice composé S&P/TSX, composé à 50 % d'actions de sociétés de ressources, est bien positionné pour absorber la demande de protection contre l'inflation des investisseurs. De plus, la reflation monétaire s'étendant à l'échelle mondiale, l'économie mondiale devrait reprendre de la vigueur au cours de la seconde moitié de l'année. Les marchés boursiers devraient tirer profit de ce contexte positif, ce qui amènera une recrudescence des activités sur les marchés des capitaux.

Données sur le marché

Au cours du troisième trimestre de l'exercice de Canaccord, les valeurs de financement à la Bourse de Toronto, à la Bourse de croissance TSX et à l'AIM ont considérablement diminué par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, mais ont modérément augmenté comparativement au trimestre précédent. Au NASDAQ, les valeurs de financement ont enregistré une légère baisse en regard du trimestre correspondant de l'exercice 2011, mais ont bondi de 96 % par rapport au trimestre précédent.

Dans les principaux secteurs d'activité de Canaccord à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX, les financements ont diminué de 44 % en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, mais se sont accrus de 49 % par rapport au trimestre précédent. Si les financements ont baissé dans les principaux secteurs d'activité de Canaccord par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2011, ceux dans le secteur de l'immobilier ont augmenté. En regard du trimestre précédent, les financements dans les secteurs du pétrole et du gaz et de l'immobilier ont enregistré une hausse.

Dans les principaux secteurs d'activité de Canaccord à l'AIM, les financements ont reculé de 67 % comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, mais ont augmenté de 51 % par rapport au trimestre précédent. Les financements dans le secteur des ressources ont marqué un recul considérable par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, mais les secteurs des soins de santé, des médias et de la technologie ont tous enregistré une hausse. Par rapport au trimestre précédent, les financements dans tous les principaux secteurs d'activité ont augmenté, particulièrement dans celui des soins de santé.

VALEUR TOTALE DU FINANCEMENT PAR BOURSE

	Octobre 2011	Novembre 2011	Décembre 2011	T3/12	Variation par rapport au T3/11	Variation par rapport au T2/12
Bourse de Toronto et Bourse de croissance TSX (en milliards \$ CA)	2,5	5,5	3,2	11,2	(45,1) %	7,7 %
AIM (en milliards £)	0,1	0,3	0,4	0,8	(74,2) %	14,3 %
NASDAQ (en milliards \$ US)	1,5	4,4	3,9	9,8	(10,9) %	96,0 %

Source : Statistiques de la Bourse de Toronto, statistiques de LSE AIM, Equidesk

VALEUR DE FINANCEMENT DANS LES SECTEURS D'ACTIVITÉ PERTINENTS À LA BOURSE DE TORONTO ET À LA BOURSE DE CROISSANCE TSX

(en millions \$ CA, sauf les pourcentages)	Octobre 2011	Novembre 2011	Décembre 2011	T3/12	Variation par rapport au T3/11	Variation par rapport au T2/12
Pétrole et gaz	697,0	1 681,3	1 031,6	3 409,9	(15,9) %	212,5 %
Mines	162,2	835,6	200,1	1 197,9	(79,1) %	(13,1) %
Biotechnologie	7,8	17,4	—	25,2	(72,4) %	(76,2) %
Médias	—	—	—	—	(100,0) %	négl.
Immobilier	308,7	451,7	789,5	1 549,9	40,6 %	14,0 %
Technologie	2,5	1,5	—	4,0	(91,0) %	(98,3) %
Total pour les secteurs pertinents	1 178,2 \$	2 987,5 \$	2 021,2 \$	6 186,9 \$	(44,2) %	48,5 %

Source : FP Infomart
négl. : négligeable

VALEUR DE FINANCEMENT DANS LES SECTEURS D'ACTIVITÉ PERTINENTS SUR L'AIM

(en millions £, sauf les pourcentages)	Octobre 2011	Novembre 2011	Décembre 2011	T3/12	Variation par rapport au T3/11	Variation par rapport au T2/12
Pétrole et gaz	61,2	184,3	37,7	283,2	(73,1) %	8,0 %
Mines	30,8	52,4	70,8	154,0	(81,6) %	16,6 %
Soins de santé	4,8	15,1	76,9	96,8	53,2 %	1 208,1 %
Médias	1,2	36,2	0,8	38,2	68,3 %	730,4 %
Technologie	2,2	9,2	109,9	121,3	24,0 %	128,4 %
Total pour les secteurs pertinents	100,2 £	297,2 £	296,1 £	693,5 £	(66,5) %	51,0 %

Source : Statistiques de LSE AIM

Activités de Canaccord

Les activités de Financière Canaccord Inc. se divisent essentiellement entre deux secteurs d'affaires : Canaccord Genuity (activités sur les marchés des capitaux) et Gestion de patrimoine Canaccord. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placements, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de Canaccord. Le secteur administratif de Canaccord est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Canaccord Genuity

Canaccord Genuity offre aux sociétés et aux institutions partout dans le monde une plateforme intégrée pour la recherche sur les actions, les ventes, la négociation et le financement de sociétés, reposant sur des activités d'envergure au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Chine. Actuellement, les activités en Chine se limitent à la consultation. Canaccord détient aussi une participation de 50 % dans Canaccord BGF, qui fournit une vaste gamme de services de financement de sociétés et de gestion de patrimoine à des clients en Australie et à Hong Kong. Les activités de Canaccord BGF sont considérées comme faisant partie de la plateforme mondiale de Canaccord Genuity.

- Les analystes en recherche de Canaccord ont une connaissance approfondie de plus de 750 sociétés dans nos secteurs cibles : mines et métaux, énergie, technologie, sciences de la vie, agriculture et fertilisants, médias et télécommunications, produits financiers, produits de consommation, immobilier, infrastructures, développement durable et technologies propres, transport et produits industriels, papier et produits forestiers, fiducies de placement, services de soutien et produits structurés.
- Nos bureaux de vente et de négociation exécutent les opérations rapidement pour plus de 2 000 clients institutionnels partout dans le monde et fonctionnent comme une équipe intégrée sur une plateforme commune.
- Grâce à son effectif de plus de 150 spécialistes de haut niveau en financement de sociétés, Canaccord Genuity fait bénéficier ses clients de sa solide connaissance du secteur, de sa vaste expérience des opérations sur actions et de ses services-conseils en fusions et acquisitions.

Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity sont tirés des commissions et des honoraires gagnés dans le cadre des opérations de financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des profits et pertes de négociation provenant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation de Canaccord Genuity.

Gestion de patrimoine Canaccord

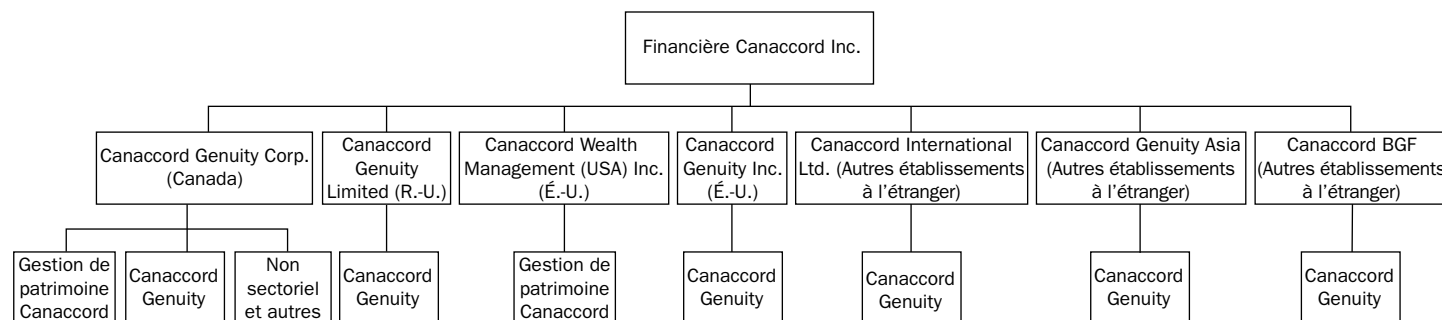
Chef de file parmi les courtiers en valeurs indépendants, Gestion de patrimoine Canaccord offre aux particuliers des solutions et des services complets de gestion de patrimoine. Conscients de la complexité croissante de la situation financière de nombreux clients, les conseillers en placement de Gestion de patrimoine Canaccord s'attachent à fournir des services financiers personnalisés et ont accès à un éventail complet de solutions de planification financière pour répondre aux besoins de leurs clients. De nombreux conseillers en placement de Gestion de patrimoine Canaccord ont obtenu des titres professionnels supérieurs liés au secteur, tels qu'analyste financier agréé ou gestionnaire des placements agréé, et tous peuvent consulter en permanence des experts qui se spécialisent en planification financière et solutions d'assurance. Gestion de patrimoine Canaccord a fait de la technologie une priorité en outillant nos conseillers des meilleurs logiciels et systèmes technologiques de pointe. Si l'on ajoute à cela le solide programme de formation en ligne et sous forme de séminaires offert par Gestion de patrimoine Canaccord, nos conseillers en placement disposent de l'information et des outils nécessaires pour répondre aux besoins et aux objectifs financiers particuliers de chaque client de Gestion de patrimoine Canaccord.

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les équipes de conseillers sur les opérations de financement de sociétés et les opérations mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Canaccord, désigné sous le nom Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

Structure de l'entreprise¹



¹) Canaccord détient une participation de 100 % dans l'ensemble des filiales, à l'exception de Canaccord BGF, dans laquelle elle détient une participation de 50 %.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS CONSOLIDÉS

SOMMAIRE DES DONNÉES DU TROISIÈME TRIMESTRE ET DEPUIS LE DÉBUT DE L'EXERCICE 2012^{1, 2, 3}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, le nombre d'employés et les pourcentages)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre			T3/12 par rapport au T3/11	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre			Cumul de l'exercice 2012 par rapport au cumul de l'exercice 2011
	2011	2010	2009		2011	2010	2009	
	IFRS	IFRS	PCGR du Canada		IFRS	IFRS	PCGR du Canada	
Financière Canaccord Inc.								
Produits des activités ordinaires								
Commissions	57 380 \$	87 433 \$	60 696 \$	(34,4) %	178 707 \$	212 691 \$	172 780 \$	(16,0) %
Financement de sociétés	32 015	116 716	82 089	(72,6) %	121 672	223 853	161 045	(45,6) %
Honoraires de consultation	38 541	25 276	6 328	52,5 %	82 736	59 212	30 878	39,7 %
Négociation à titre de contrepartiste	3 304	10 658	15 645	(69,0) %	3 878	26 213	38 704	(85,2) %
Intérêts	8 147	7 753	3 099	5,1 %	23 594	16 333	9 696	44,5 %
Divers	8 502	6 998	5 340	21,5 %	16 585	17 734	21 301	(6,5) %
Total des produits des activités ordinaires	147 889 \$	254 834 \$	173 197 \$	(42,0) %	427 172 \$	556 036 \$	434 404 \$	(23,2) %
Charges								
Rémunération au rendement	69 815	126 640	93 872	(44,9) %	209 267	269 663	226 301	(22,4) %
Salaires et avantages du personnel	15 009	14 739	14 945	1,8 %	46 289	46 877	42 730	(1,3) %
Autres charges indirectes ⁴	49 006	49 789	42 070	(1,6) %	145 748	142 600	119 207	2,2 %
Frais connexes aux acquisitions	2 700	1 750	—	54,3 %	5 656	12 740	—	(55,6) %
Frais de restructuration	6 292	—	—	négl.	6 292	—	—	négl.
Total des charges	142 822 \$	192 918 \$	150 887	(26,0) %	413 252 \$	471 880 \$	388 238 \$	(12,4) %
Résultat avant impôts sur le résultat	5 067	61 916	22 310	(91,8) %	13 920	84 156	46 166	(83,5) %
Résultat net	2 531	42 997	15 113	(94,1) %	10 448	58 420	30 971	(82,1) %
Résultat net attribuable aux :								
Actionnaires de Financière Canaccord Inc.	3 026	42 997	15 113	(93,0) %	10 943	58 420	30 971	(81,3) %
Participations ne donnant pas le contrôle	(495)	—	—	négl.	(495)	—	—	négl.
Résultat par action ordinaire – dilué	0,01	0,51	0,27	(98,0) %	0,09	0,72	0,56	(87,5) %
Rendement des capitaux propres								
attribuables aux actionnaires ordinaires ⁵	0,6 %	24,3 %	15,2 %	(23,6) p.p.	1,3 %	11,4 %	10,6 %	(10,1) p.p.
Dividendes par action ordinaire	0,10	0,075	0,05	33,3 %	0,30 %	0,175	0,10	71,4 %
Valeur comptable par action ordinaire diluée ⁶	8,54	8,43	7,00	(1,4) %				
Total de l'actif	4 439 877	4 555 884	2 583 857	(2,5) %				
Total du passif	3 569 364	3 831 158	2 183 190	(6,8) %				
Participations ne donnant pas le contrôle	18 218	—	—	négl.				
Total des capitaux propres	852 295	724 726	400 667	17,6 %				
Nombre d'employés	1 735	1 628	1 570	6,6 %				
Compte non tenu des éléments importants⁷								
Total des charges	132 063 \$	190 238 \$	150 887	(30,6) %	397 677 \$	454 944 \$	388 238 \$	(12,6) %
Résultat avant impôts sur le résultat	15 826	64 596	22 310	(75,5) %	29 495	101 092	46 166	(70,8) %
Résultat net	10 644	45 604	15 113	(76,7) %	23 104	71 873	30 971	(67,9) %
Résultat net de la période attribuable aux actionnaires de Financière Canaccord Inc.	10 825	45 604	15 113	(76,3) %	23 285	71 873	30 971	(67,6) %
Résultat par action ordinaire – dilué	0,11	0,55	0,27	(80,0) %	0,23	0,89	0,56	(74,2) %

¹ La Société a adopté les IFRS en date du 1^{er} avril 2011. Par conséquent, les données des périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 décembre 2011 et des périodes comparatives closes le 31 décembre 2010 sont conformes aux IFRS. Les chiffres des périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 décembre 2009 sont conformes aux PCGR du Canada. Voir la rubrique «Passage aux Normes internationales d'information financière» à la page 7.

² Les données sont conformes aux IFRS/PCGR du Canada, sauf en ce qui concerne le RCP la valeur comptable par action ordinaire diluée, le nombre d'employés et les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants.

³ Les données comprennent les résultats de Marchés des capitaux Genuity depuis la date de clôture de l'acquisition, le 23 avril 2010. Elles comprennent également les résultats de Canaccord Genuity Asia depuis la date de clôture, le 17 janvier 2011, et ceux de Canaccord BGF depuis la date de clôture, le 1^{er} novembre 2011. Les résultats opérationnels de Canaccord BGF ont été entièrement consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 50 % a été comptabilisée, laquelle représente la partie de la perte nette de Canaccord BGF depuis le 1^{er} novembre 2011 qui est attribuable aux actionnaires qui n'exercent pas le contrôle.

⁴ Désigne les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les charges d'administration, l'amortissement et les frais de développement.

⁵ Le RCP est présenté sur une base annualisée. Le RCP pour le troisième trimestre et le cumul depuis le début de l'exercice 2012 correspond au résultat net annualisé disponible pour les actionnaires ordinaires pour la période divisé par les capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période.

⁶ La valeur comptable par action ordinaire diluée correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, divisé par le nombre dilué d'actions ordinaires en circulation.

⁷ Le résultat net et le résultat dilué par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte de l'incidence des impôts sur les ajustements découlant de ces éléments. Se reporter au tableau «Principales informations financières compte non tenu des éléments importants» à la page 13.

p.p. : points de pourcentage

négl. : négligeable

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS¹

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2011	2010		2011	2010	
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	147 889 \$	254 834 \$	(42,0) %	427 172 \$	556 036 \$	(23,2) %
Total des charges selon les IFRS	142 822	192 918	(26,0) %	413 252	471 880	(12,4) %
<i>Éléments importants comptabilisés par Canaccord Genuity</i>						
Frais connexes aux acquisitions – Collins Stewart Hawkpoint plc (Collins Stewart Hawkpoint)	2 700	—	négl.	2 700	—	négl.
Frais connexes aux acquisitions – BGF Equities (BGF)	—	—	—	1 443	—	négl.
Frais connexes aux acquisitions – The Balloch Group Limited (TBG)	—	1 750	(100,0) %	—	1 750	(100,0) %
Frais connexes aux acquisitions – Marchés des capitaux Genuity (Genuity)	—	—	—	—	10 990	(100,0) %
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 767	930	90,0 %	3 627	4 196	(13,6) %
Frais de restructuration	1 292	—	négl.	1 292	—	négl.
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur administratif Non sectoriel et autres</i>						
Frais connexes aux acquisitions – projets d'acquisitions abandonnés	—	—	—	1 513	—	négl.
Frais de restructuration	5 000	—	négl.	5 000	—	négl.
Total des éléments importants	10 759	2 680	301,5 %	15 575	16 936	(8,0) %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	132 063	190 238	(30,6) %	397 677	454 944	(12,6) %
Résultat net avant impôts sur le résultat – rajusté	15 826 \$	64 596 \$	(75,5) %	29 495 \$	101 092 \$	(70,8) %
Impôts sur le résultat – rajusté	5 182	18 992	(72,7) %	6 391	29 219	(78,1) %
Résultat net – rajusté	10 644 \$	45 604 \$	(76,7) %	23 104 \$	71 873 \$	(67,9) %
Résultat par action ordinaire – de base, rajusté	0,12 \$	0,61 \$	(80,3) %	0,26 \$	0,99 \$	(73,7) %
Résultat par action ordinaire – dilué, rajusté	0,11 \$	0,55 \$	(80,0) %	0,23 \$	0,89 \$	(74,2) %

¹ Les chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments liés aux acquisitions ne sont pas des mesures conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique «Mesures non conformes aux IFRS» à la page 8.
négl. : négligeable

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE ET LE CUMUL DE L'EXERCICE 2012¹

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2011	2010		2011	2010	
Canada	110 444 \$	196 906 \$	(43,9) %	325 277 \$	415 317 \$	(21,7) %
Royaume-Uni	12 748	23 339	(45,4) %	31 332	58 122	(46,1) %
États-Unis	18 003	34 173	(47,3) %	63 784	81 972	(22,2) %
Autres établissements à l'étranger ²	6 694	416	négl.	6 779	625	négl.
Total	147 889 \$	254 834 \$	(42,0) %	427 172 \$	556 036 \$	(23,2) %

¹ Pour obtenir une description de la répartition géographique des activités de Canaccord, se reporter à la rubrique «Activités de Canaccord» à la page 10.

² Les autres établissements à l'étranger comprennent les activités de Canaccord International Ltd., de Canaccord Genuity Asia et de Canaccord BGF.
négl. : négligeable

Produits des activités ordinaires

Comparaison du troisième trimestre de 2012 avec le troisième trimestre de 2011

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés à l'activité de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et diverses sources. Les produits des activités ordinaires pour le trimestre clos le 31 décembre 2011 ont atteint 147,9 millions \$, en baisse de 106,9 millions \$, ou 42,0 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2012, les produits tirés des commissions ont diminué de 30,1 millions \$ pour s'établir à 57,4 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. De cette diminution, un montant de 15,5 millions \$ est attribuable au secteur Canaccord Genuity et un montant de 14,4 millions \$ est attribuable au secteur Gestion de patrimoine Canaccord.

Les produits tirés du financement de sociétés se sont inscrits à 32,0 millions de dollars, en baisse de 84,7 millions \$, ou 72,6 %, en raison du fléchissement de l'activité de financement de sociétés attribuable à l'incertitude soutenue à l'égard de l'économie mondiale au T3/12. S'établissant à 38,5 millions \$, les produits tirés des services de consultation ont grimpé de 13,3 millions \$, ou 52,5 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent, grâce à certaines transactions de fusions et acquisitions et de consultations d'envergure réalisées au T3/12.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste ont chuté de 7,4 millions \$, ou 69,0 %, pour s'établir à 3,3 millions \$, du fait essentiellement du repli des profits de négociation dans nos activités au Royaume-Uni résultant de la crise financière qui perdure dans cette région, malgré les opérations de refinancement à long terme qui ont été mises en œuvre par la banque centrale européenne au T3/12. La baisse des profits de négociation enregistrés par les groupes Revenu fixe et Négociateurs inscrits ont aussi contribué à la chute des produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste.

Les produits tirés des intérêts se sont inscrits à 8,1 millions \$, soit une hausse de 0,4 million \$, ou 5,1 %, qui s'explique surtout par les soldes sur marges des clients plus élevés au T3/12. S'inscrivant à 8,5 millions \$, les produits divers ont grimpé de 1,5 million \$, ou 21,5 %, du fait principalement de l'appréciation du dollar canadien qui a donné lieu à des profits de change au trimestre considéré.

Au Canada, les produits des activités ordinaires du troisième trimestre de 2012 ont été de 110,4 millions \$, soit 86,5 millions \$, ou 43,9 %, de moins qu'au troisième trimestre de l'exercice précédent. Les produits dégagés par nos activités canadiennes ont reculé au T3/12, surtout sous l'effet de la diminution des produits tirés de nos secteurs des marchés des capitaux et de gestion de patrimoine en conséquence du fléchissement de l'activité attribuable à la volatilité du marché.

La crise de la dette souveraine étant encore non résolue, l'économie européenne est restée incertaine, d'où le recul de 10,6 millions \$, ou 45,4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent des produits des activités au Royaume-Uni qui se sont inscrits à 12,7 millions \$.

Aux États-Unis, les produits des activités ordinaires ont atteint 18,0 millions \$, soit 16,2 millions \$, ou 47,3 %, de moins qu'au T3/11, du fait surtout d'une diminution des opérations de placement pour compte et de financement de sociétés.

L'expansion mondiale de Canaccord en Asie et en Australie grâce à l'acquisition de TGB et d'une participation de 50 % dans BGF s'est traduite par une augmentation de 6,3 millions \$ des produits des activités ordinaires de nos autres établissements à l'étranger. Plus particulièrement, l'expansion dans le marché chinois et la force de l'équipe mondiale de Canaccord lui ont permis de tirer profit d'une possibilité d'envergure, la Société ayant été nommée conseiller principal par Daylight Energy dans le cadre de son acquisition par Sinopec qui a été clôturée au T3/12. Les produits des activités ordinaires connexes ont été partagés entre les différentes régions géographiques pour refléter les efforts combinés de notre équipe mondiale.

Depuis le début de l'exercice 2012 par rapport à la période correspondante de 2011

Les produits des activités ordinaires pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011 se sont inscrits à 427,2 millions \$, en baisse de 128,9 millions \$, ou 23,2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de la volatilité du contexte économique mondial à l'exercice 2012. Les produits tirés des commissions ont été de 178,7 millions \$, en baisse de 16,0 %. Les produits générés par les activités de financement de sociétés ont glissé de 45,6 % pour s'établir à 121,7 millions \$, l'activité de financement sur les marchés boursiers au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis ayant décliné.

L'expansion de nos activités de fusions et acquisitions a fait en sorte que nos honoraires de consultation ont augmenté de 23,5 millions \$, ou 39,7 %, pour s'établir à 82,7 millions \$ comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Plus précisément, cette augmentation est en grande partie attribuable à nos activités au Canada qui ont dégagé des honoraires de consultation de 62,0 millions \$, en hausse de 44,6 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les conditions de marché mondiales toujours incertaines sont à l'origine du fléchissement de 22,3 millions \$ des produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste, qui se sont établis à 3,9 millions \$, comparativement à la période correspondante de l'exercice 2011. Affichant des baisses de respectivement 11,1 millions \$ et 9,7 millions \$ des produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste, les activités au Royaume-Uni et au Canada ont particulièrement souffert de l'instabilité du contexte économique.

S'inscrivant à 23,6 millions \$, les produits d'intérêts ont augmenté de 44,5 % en raison des taux d'intérêt plus élevés à l'exercice 2012 qu'à la période correspondante de l'exercice 2011. Les produits divers ont diminué de 1,1 million \$ pour s'établir à 16,6 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, en grande partie en raison de profits de change moins importants, conséquence de la fluctuation du dollar canadien.

Les produits des activités ordinaires dans l'ensemble des régions géographiques, à l'exception des autres établissements à l'étranger, ont diminué au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2011 en regard de la période correspondante de l'exercice précédent, du fait principalement de la crise de la dette européenne qui perdure et de la lente reprise de l'économie américaine. Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, les produits des activités ordinaires dans nos activités au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis ont affiché des baisses respectives de 21,7 %, 46,1 % et 22,2 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Comme il a été susmentionné, les produits des activités ordinaires des autres établissements à l'étranger ont totalisé 6,8 millions \$, contre 0,6 million \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2010, grâce à l'expansion mondiale de la Société en Asie et en Australie.

POURCENTAGE DES CHARGES PAR RAPPORT AUX PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

<i>(en points de pourcentage)</i>	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2011	2010		2011	2010	
Rémunération au rendement	47,2 %	49,7 %	(2,5) p.p.	49,0 %	48,5 %	0,5 p.p.
Salaires et avantages du personnel	10,2 %	5,8 %	4,4 p.p.	10,8 %	8,4 %	2,4 p.p.
Autres charges indirectes ¹	33,1 %	19,5 %	13,6 p.p.	34,1 %	25,7 %	8,4 p.p.
Frais connexes aux acquisitions	1,8 %	0,7 %	1,1 p.p.	1,3 %	2,3 %	(1,0) p.p.
Frais de restructuration	4,3 %	—	4,3 p.p.	1,5 %	—	1,5 p.p.
Total	96,6 %	75,7 %	20,9 p.p.	96,7 %	84,9 %	11,8 p.p.

¹ Désigne les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les charges d'administration, l'amortissement et les frais de développement.
p.p. : points de pourcentage

Charges

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2011, les charges ont atteint 142,8 millions \$, soit 50,1 millions \$, ou 26,0 %, de moins qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants, le total des charges a reculé de 58,2 millions \$, ou 30,6 %.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, les charges ont été de 413,3 millions \$, soit une diminution globale de 58,6 millions \$, ou 12,4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants, le total des charges a reculé pour s'établir à 397,7 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, en regard de 454,9 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Charge de rémunération

Comparaison du troisième trimestre de 2012 avec le troisième trimestre de 2011

La charge de rémunération au rendement s'est établie à 69,8 millions \$ pour le trimestre, en baisse de 56,8 millions \$, ou 44,9 %, en raison d'une diminution des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. En pourcentage du total des produits des activités ordinaires, la charge de rémunération a représenté 47,2 %, soit 2,5 points de pourcentage de moins qu'au T3/11, en raison surtout de la baisse de la rentabilité du groupe consolidé de sociétés. Pour le troisième trimestre de l'exercice 2012, les charges des salaires et avantages du personnel de 15,0 millions \$ sont demeurées relativement stables par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et salaires et avantages du personnel) exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a atteint 57,4 % au T3/12, soit 1,9 point de pourcentage de plus qu'au T3/11, alors qu'elle s'établissait à 55,5 %.

Depuis le début de l'exercice 2012 par rapport à la période correspondante de 2011

S'établissant à 209,3 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, la charge de rémunération au rendement a diminué de 22,4 % en regard de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète la réduction des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement au cours de la période considérée. La charge de rémunération au rendement consolidée en pourcentage du total des produits des activités ordinaires a été de 49,0 %, soit une légère hausse de 0,5 point de pourcentage par rapport à la période correspondante de l'exercice 2011.

Les salaires et avantages du personnel pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011 se sont établis à 46,3 millions \$, en baisse de 0,6 million \$, ou 1,3 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et salaires et avantages du personnel) en pourcentage des produits des activités ordinaires consolidés a atteint 59,8 %, soit 2,9 points de pourcentage de plus qu'à la période correspondante de l'exercice 2011, alors qu'elle représentait 56,9 %.

AUTRES CHARGES INDIRECTES

<i>(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)</i>	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2011	2010		2011	2010	
Frais de négociation	7 416 \$	7 937 \$	(6,6) %	24 123 \$	22 883 \$	5,4 %
Locaux et matériel	6 633	7 077	(6,3) %	20 192	19 755	2,2 %
Communications et technologie	6 744	6 111	10,4 %	19 885	19 159	3,8 %
Intérêts	2 361	3 037	(22,3) %	6 736	5 326	26,5 %
Charges d'administration	16 191	17 049	(5,0) %	48 728	48 830	(0,2) %
Amortissement ¹	3 906	2 786	40,2 %	9 758	9 776	(0,2) %
Frais de développement	5 755	5 792	(0,6) %	16 326	16 871	(3,2) %
Total des autres charges indirectes	49 006 \$	49 789 \$	(1,6) %	145 748 \$	142 600 \$	2,2 %

¹ Comprend l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Genuity et d'une participation de 50 % dans BGF. Se reporter au tableau intitulé «Principales informations financières compte non tenu des éléments importants» à la page 13.

Autres charges indirectes

Comparaison du troisième trimestre de 2012 avec le troisième trimestre de 2011

S'établissant à 49,0 millions \$, les charges indirectes ont glissé de 0,8 million \$, ou 1,6 %, en regard du troisième trimestre de l'exercice 2011. Les augmentations de 1,1 million \$ de la dotation aux amortissements et de 0,6 million \$ des frais liés aux communications et à la technologie ont été en partie contrebalancées par les diminutions de 0,9 million \$ des frais d'administration, de 0,7 million \$ de la charge d'intérêts et de 0,5 million \$ des frais de négociation.

La dotation aux amortissements s'est accrue de 1,1 million \$, du fait en grande partie de l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF, comme il est reflété dans le secteur des autres établissements à l'étranger. L'augmentation de 0,6 million \$ des frais liés aux communications et à la technologie découle essentiellement des placements effectués pour améliorer l'efficacité de la technologie.

Les frais d'administration ont baissé de 0,9 million \$, en grande partie sous l'effet de la diminution des frais de promotion et de déplacement comptabilisés dans les secteurs des marchés des capitaux et de la gestion de patrimoine résultant du fléchissement des activités commerciales au T3/12 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La charge d'intérêts s'est inscrite à 2,4 millions \$, en baisse de 0,7 million \$, ou 22,3 %, surtout par suite de la fluctuation de l'activité au sein du groupe Revenu fixe. Le repli de 0,5 million \$ des frais de négociation traduit la baisse des produits des activités ordinaires.

Depuis le début de l'exercice 2012 par rapport à la période correspondante de 2011

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, les autres charges indirectes ont augmenté de 3,1 millions \$, ou 2,2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent pour s'établir à 145,7 millions \$. Les augmentations de la charge d'intérêts, des frais de négociation et des frais liés aux communications et à la technologie ont été en partie annulées par la baisse des frais de développement.

La charge d'intérêts s'est accrue de 1,4 million \$ en raison de la recrudescence de l'activité au sein du groupe Revenu fixe. Les frais liés aux communications et à la technologie ont aussi monté de 0,7 million \$ par suite des placements effectués pour améliorer l'efficacité de la technologie, comme il est expliqué ci-dessus.

Les frais de développement ont reculé de 0,5 million \$, surtout en raison de primes à l'embauche moins élevées dans le secteur Gestion de patrimoine et dans nos activités au Royaume-Uni, le tout contrebalancé par l'accroissement des frais de maintien des effectifs comptabilisés dans les autres établissements à l'étranger.

Résultat net

Comparaison du troisième trimestre de 2012 avec le troisième trimestre de 2011

Le résultat net du T3/12 s'est établi à 2,5 millions \$, contre 43,0 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le RPA dilué s'est établi à 0,01 \$ au T3/12, comparativement à 0,51 \$ au T3/11. La baisse du résultat net s'explique principalement par une diminution des produits des activités ordinaires attribuable à la volatilité soutenue des conditions de marché au T3/12 qui contraste avec l'environnement de marché robuste qui prévalait au T3/11. Le RCP pour le T3/12 s'est établi à 0,6 % comparativement à 24,3 % au T3/11. La valeur comptable par action ordinaire diluée au T3/12 a été de 8,54 \$ comparativement à 8,43 \$ au T3/11.

Les éléments importants au T3/12 comprennent des frais de restructuration liés aux réductions des effectifs de 6,3 millions \$, des frais connexes au projet d'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint de 2,7 millions \$ et l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Genuity et d'une participation de 50 % dans BGF de 1,8 million \$. Compte non tenu des éléments importants et rajustés pour tenir compte des incidences fiscales connexes, le résultat net s'est établi à 10,6 millions \$ et le RPA dilué à 0,11 \$ au T3/12, comparativement à un résultat net de 45,6 millions \$ et à un RPA dilué de 0,55 \$ au T3/11. Les résultats nets de la Société ont été négativement touchés par les incertitudes à l'égard du contexte économique résultant de la crise de la dette européenne et des préoccupations concernant la reprise de l'économie américaine.

Le taux d'imposition effectif pour ce trimestre a été de 50,0 %, en regard de 30,6 % au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La variation du taux d'imposition effectif est attribuable à divers éléments permanents ainsi qu'à des différences temporelles qui ne sont pas comptabilisées dans des administrations à l'extérieur du Canada.

Depuis le début de l'exercice 2012 par rapport à la période correspondante de 2011

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, le résultat net s'est inscrit à 10,4 millions \$, comparativement à 58,4 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Le RPA dilué s'est établi 0,09 \$, contre 0,72 \$ à la période correspondante de 2011, et le RCP a été de 1,3 % en regard de 11,4 % il y a un an. Le résultat net compte non tenu des éléments importants a été de 23,1 millions \$ et le RPA dilué, de 0,23 \$, par rapport à respectivement 71,9 millions \$ et 0,89 \$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Se reporter au tableau «Principales informations financières compte non tenu des éléments importants» à la page 13 pour en savoir davantage sur les charges négatives au cours des périodes de neuf mois closes les 31 décembre 2011 et 2010. Comme il a été susmentionné, les produits des activités ordinaires et le résultat net pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011 ont considérablement reculé par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, surtout en raison de la volatilité des marchés à l'exercice 2012, en regard de l'exercice 2011.

Le taux d'imposition effectif depuis le début de l'exercice a été de 24,9 %, contre 30,6 % à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du taux d'imposition effectif s'explique principalement par des différences temporelles qui antérieurement n'étaient pas comptabilisées par des filiales à l'extérieur du Canada. En outre, les taux d'impôt prévus par la loi au Canada ont baissé comparativement à la période correspondante de 2011.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

CANACCORD GENUITY^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2011	2010		2011	2010	
Produits des activités ordinaires	93 581 \$	177 758 \$	(47,4) %	260 410 \$	374 873 \$	(30,5) %
Charges						
Rémunération au rendement	45 233	83 043	(45,5) %	128 264	175 468	(26,9) %
Salaires et avantages du personnel	4 241	3 896	8,9 %	12 834	12 071	6,3 %
Autres charges indirectes	29 694	29 607	0,3 %	89 610	82 196	9,0 %
Frais connexes aux acquisitions	2 700	1 750	54,3 %	4 143	12 740	(67,5) %
Frais de restructuration	1 292	—	négl.	1 292	—	négl.
Total des charges	83 160	118 296	(29,7) %	236 143	282 475	(16,4) %
Résultat avant impôts sur le résultat ³	10 421 \$	59 462 \$	(82,5) %	24 267 \$	92 398 \$	(73,7) %
Nombre d'employés	650	592	9,8 %	650	592	9,8 %
Compte non tenu des éléments importants⁴						
Total des charges	77 401 \$	115 616 \$	(33,1) %	227 081 \$	265 539 \$	(14,5) %
Résultat avant impôts sur le résultat	16 180	62 142	(74,0) %	33 329	109 334	(69,5) %

¹ Les données sont conformes aux IFRS, sauf le nombre d'employés et les chiffres compte non tenu des éléments importants.

² Les données comprennent les résultats de Genuity depuis la date de clôture de l'acquisition, le 23 avril 2010. Elles comprennent également les résultats de Canaccord Genuity Asia depuis la date de clôture, le 17 janvier 2011, et ceux de Canaccord BGF depuis la date de clôture, le 1^{er} novembre 2011. Les résultats opérationnels de Canaccord BGF ont été consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 50 % a été comptabilisée, laquelle représente la partie de la perte nette de Canaccord BGF depuis le 1^{er} novembre 2011 qui est attribuable aux actionnaires qui n'exercent pas le contrôle.

³ Le résultat avant impôts sur le résultat ne tient pas compte des frais intersectoriels imputés. Voir la rubrique «Frais intersectoriels imputés» à la page 21.

⁴ Se reporter au tableau intitulé «Principales informations financières compte non tenu des éléments importants» à la page 13.

négl. : négligeable

Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity sont tirés des commissions et des honoraires de consultation gagnés dans le cadre du financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des gains et pertes de négociation provenant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation de Canaccord Genuity.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY

(en points de pourcentage)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2011	2010		2011	2010	
Produits des activités ordinaires générés dans les régions suivantes :						
Canada	60,8 %	68,3 %	(7,5) p.p.	62,0 %	63,4 %	(1,4) p.p.
Royaume-Uni	13,6 %	13,2 %	0,4 p.p.	12,0 %	15,5 %	(3,5) p.p.
États-Unis	18,4 %	18,3 %	0,1 p.p.	23,4 %	20,9 %	2,5 p.p.
Autres établissements à l'étranger	7,2 %	0,2 %	7,0 p.p.	2,6 %	0,2 %	2,4 p.p.

p.p. : points de pourcentage

Comparaison du troisième trimestre de 2012 avec le troisième trimestre de 2011

Au T3/12, les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity ont totalisé 93,6 millions \$, en baisse de 84,2 millions \$, ou 47,4 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la volatilité soutenue qui a prévalu dans le contexte économique mondial au cours du trimestre considéré.

L'activité sur les marchés des capitaux a fléchi de façon importante dans nos activités au Canada au troisième trimestre de 2012, surtout en raison de la faible cadence des activités de prise ferme attribuable à la volatilité de la conjoncture des marchés, d'où la réduction de 53,1 % des produits des activités ordinaires. Les produits tirés des activités au Royaume-Uni et aux États-Unis ont baissé de respectivement 45,4 % et 47,3 % en raison de la volatilité du climat économique dans ces régions. Les produits tirés des autres établissements à l'étranger ont représenté 7,2 % du total des produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity, en hausse de 7,0 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2011 grâce à l'expansion mondiale de la Société en Asie et en Australie.

Charges

Les charges du T3/12 ont été de 83,2 millions \$, soit une baisse de 35,1 millions \$, ou 29,7 %. Compte non tenu des éléments importants, le total des charges a reculé de 38,2 millions \$, ou 33,1 % par rapport au T3/11. Le principal inducteur du recul global des charges a été une réduction de la charge de rémunération au rendement de 37,8 millions \$, contrebalancée en partie par une augmentation de 1,1 million \$ de la dotation aux amortissements.

Au cours du troisième trimestre de 2012, le secteur Canaccord Genuity a engagé des frais de restructuration de 1,3 million \$ liés à la réduction des effectifs. Les éléments importants du T3/12 comprennent aussi des frais connexes aux acquisitions de 2,7 millions \$ engagés dans le cadre du projet d'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint.

La charge de rémunération au rendement s'est inscrite à 45,2 millions \$ pour le trimestre, soit une réduction de 37,8 millions \$, ou 45,5 %, sous l'effet de la diminution des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. Le ratio de la charge de rémunération au rendement a été de 48,3 %, en hausse de 1,5 point de pourcentage en regard de 46,7 % au T3/11, du fait surtout de l'accroissement de la charge au titre du régime d'intéressement à long terme (RILT) liée par suite de l'amortissement des attributions octroyées au cours des périodes précédentes.

La dotation aux amortissements a totalisé 2,9 millions \$ au T3/12, soit une hausse de 1,1 million \$, ou 60,4 %, la Société ayant commencé à amortir les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF.

Résultat avant impôts sur le résultat

Le résultat avant impôts sur le résultat, compte non tenu des autres charges indirectes pour le trimestre, a été 10,4 millions \$, soit une chute de 49,0 millions \$, ou 82,5 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants, le résultat avant impôts sur le résultat s'est établi à 16,2 millions \$ au T3/12, contre 62,1 millions \$ au T3/11. La chute du résultat est attribuable au fléchissement marqué des produits des activités ordinaires du secteur, principale conséquence de la conjoncture difficile du marché qui a prévalu au T3/12.

Depuis le début de l'exercice 2012 par rapport à la période correspondante de 2011

Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011 se sont inscrits à 260,4 millions \$, soit 114,5 millions \$ de moins qu'à la période correspondante de l'exercice précédent. Comme il a été susmentionné, la baisse est attribuable à l'affaiblissement de la conjoncture économique mondiale au cours de l'exercice 2012, ce qui contraste avec l'environnement de marché robuste qui prévalait à l'exercice 2011. Les produits tirés des activités au Canada ont reculé de 32,1 % en comparaison de la période correspondante de l'exercice précédent et sont responsables de 76,3 millions \$ de la baisse globale de produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity. Les répercussions économiques de la crise de la dette souveraine en Europe ont donné lieu à une réduction de 26,8 millions \$ des produits tirés des activités au Royaume-Uni. Les produits tirés du secteur des marchés des capitaux aux États-Unis ont aussi reculé de 17,5 millions \$, ou 22,3 %, en raison de préoccupations concernant la reprise de l'économie américaine.

Charges

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, les charges ont été de 236,1 millions \$, en baisse de 46,3 millions \$, ou 16,4 %. La baisse des charges s'explique essentiellement par les réductions de la charge de rémunération au rendement de 47,2 millions \$ et des frais connexes aux acquisitions de 8,6 millions \$, le tout contrebalancé en partie par des augmentations des frais d'administration de 2,0 millions \$, des frais de négociation de 1,7 million \$, des frais liés aux locaux et au matériel de 1,6 million \$, des frais de restructuration de 1,3 million \$ et de la charge d'intérêts de 1,3 million \$.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, les éléments importants comprennent des frais de restructuration de 1,3 million \$ engagés à l'égard des réductions des effectifs et des frais connexes aux acquisitions de 4,1 millions \$ relatifs à l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF et au projet d'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint. L'acquisition de Genuity et de TGB au cours de la période correspondante de l'exercice précédent avait entraîné la comptabilisation de 12,7 millions \$ de frais connexes aux acquisitions. Compte non tenu des éléments importants, le total des charges de 227,1 millions \$ est 38,5 millions \$, ou 14,5 %, moins élevé qu'à la période correspondante de l'exercice 2011.

La réduction de 47,2 millions \$, ou 26,9 %, de la rémunération au rendement reflète la baisse des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. Le ratio de la rémunération au rendement a grimpé, passant de 46,8 % à 49,3 %, par suite d'une augmentation de la charge au titre du RILT liée à l'amortissement des attributions octroyées au cours des périodes précédentes.

Les frais de négociation se sont accrus de 1,7 million \$ au cours de la période sous l'effet de l'augmentation des frais engagés dans nos activités au Canada et aux États-Unis. Les frais d'administration se sont élevés à 28,4 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, soit une hausse de 2,0 millions \$, ou 7,6 %, qui tient surtout de l'augmentation des frais de promotion et de déplacement engagés pour soutenir les initiatives mondiales de la Société. La charge d'intérêts s'est accrue de 1,3 million \$ en raison de la recrudescence de l'activité au sein du groupe Revenu fixe. Afin de soutenir la croissance du secteur Canaccord Genuity, certains locaux existants du secteur Non sectoriel et autres ont été réattribués et de nouveaux locaux ont été obtenus pour nos activités au Canada et aux États-Unis, entraînant l'accroissement de 1,6 million \$ des frais liés aux locaux et au matériel.

Résultat avant impôts sur le résultat

Le résultat avant impôts sur le résultat, compte non tenu des autres charges indirectes pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, s'est établi à 24,3 millions \$, en baisse de 68,1 millions \$, ou 73,7 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse du résultat avant impôts sur le résultat découle de la diminution des produits des activités ordinaires de ce secteur attribuable surtout à la volatilité des marchés. Compte non tenu des éléments importants, le résultat avant impôts sur le résultat de la période de neuf mois close le 31 décembre 2011 s'est élevé à 33,3 millions \$, contre 109,3 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD¹

(en milliers de \$ CA, sauf les ASG et les ASA (en millions \$ CA), le nombre d'employés et d'équipes de conseillers et les pourcentages)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2011	2010		2011	2010	
Produits des activités ordinaires	44 571 \$	68 599 \$	(35,0) %	146 766 \$	160 345 \$	(8,5) %
Charges						
Rémunération au rendement	22 544	35 901	(37,2) %	74 546	80 743	(7,7) %
Salaires et avantages du personnel	3 437	3 601	(4,6) %	10 702	12 300	(13,0) %
Autres charges indirectes	11 263	12 510	(10,0) %	32 840	37 070	(11,4) %
Total des charges	37 244	52 012	(28,4) %	118 088	130 113	(9,2) %
Résultat avant impôts sur le résultat ²	7 327 \$	16 587 \$	(55,8) %	28 678 \$	30 232 \$	(5,1) %
Actifs sous gestion	607 \$	514 \$	18,1 %			
Actifs sous administration	14 367 \$	16 006 \$	(10,2) %			
Nombre d'équipes de conseillers	278	272	2,2 %			
Nombre d'employés	699	671	4,2 %			

¹ Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des ASG, des ASA, du nombre d'équipes de conseillers et du nombre d'employés.

² Le résultat avant impôts sur le résultat ne tient pas compte des frais intersectoriels imputés. Voir la rubrique «Frais intersectoriels imputés» à la page 21.

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts sur marge et des honoraires et commissions gagnés relativement aux opérations de financement de sociétés et aux opérations mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

Comparaison du troisième trimestre de 2012 avec le troisième trimestre de 2011

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord se sont établis à 44,6 millions \$, en baisse de 24,0 millions \$, ou 35,0 %, en grande partie par suite du repli de 14,4 millions \$ des produits tirés des commissions et de la diminution de 10,5 millions \$ des produits tirés du financement de sociétés.

S'inscrivant à 14,4 milliards \$, les ASA ont reculé de 1,6 milliard \$, ou 10,2 %, en regard du T3/11, essentiellement en raison du piètre rendement du marché. Les ASG ont été 18,1 % plus élevés qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent grâce à l'accroissement du nombre de comptes gérés. À la fin du troisième trimestre de l'exercice 2012, on comptait 278 équipes de conseillers, soit six de plus qu'il y a un an. Les produits tirés des honoraires de Canaccord ont crû de 8,1 points de pourcentage en regard du même trimestre de l'exercice précédent et ont représenté 19,9 % des produits de Gestion de patrimoine Canaccord au troisième trimestre de 2012.

Les charges du T3/12 ont été de 37,2 millions \$, soit une diminution de 14,8 millions \$, ou 28,4 %. Cette diminution découle essentiellement d'une réduction de 13,4 millions \$ de la charge de rémunération au rendement qui reflète la baisse des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement.

Les frais d'administration ont diminué de 0,5 million \$ en comparaison du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de charges liées à des règlements avec les clients plus élevées qui avaient été engagées au T3/11.

Le résultat avant impôts sur le résultat, compte non tenu des autres charges indirectes pour le trimestre, s'est inscrit à 7,3 millions \$, comparativement à 16,6 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse des produits des activités ordinaires enregistrée par le secteur est le principal inducteur de la diminution du résultat avant impôts sur le résultat.

Depuis le début de l'exercice 2012 par rapport à la période correspondante de 2011

Les produits tirés des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord se sont établis à 146,8 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, en baisse de 13,6 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse est attribuable à des diminutions des produits tirés des commissions de 9,9 millions \$ et des produits tirés du financement de sociétés de 7,9 millions \$, le tout contrebalancé par une augmentation des produits d'intérêts de 2,4 millions \$ et des produits divers de 2,7 millions \$. Les produits tirés des honoraires exprimés en pourcentage du total des produits de Gestion de patrimoine Canaccord ont enregistré une hausse pour atteindre 18,6 % comparativement à 13,4 % au T3/11.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, les charges ont reculé de 12,0 millions \$, ou 9,2 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 118,1 millions \$. La rémunération au rendement a affiché une réduction de 6,2 millions \$, ou 7,7 %, ce qui correspond à la baisse de 8,5 % du total des produits des activités ordinaires. Les salaires et les avantages du personnel ont été 1,6 million \$ moins élevés en raison de frais de restructuration qui avaient été engagés au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Le total de la charge de rémunération, exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires, pour les neuf premiers mois de l'exercice 2012, s'est établi à 50,8 %, soit une légère hausse de 0,4 point de pourcentage en regard de 50,4 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les frais d'administration ont baissé de 2,5 millions \$, ou 20,6 %, sous l'effet d'une diminution de la charge liée aux règlements avec les clients ainsi que d'un recul des frais de bureau de 0,5 million \$ liés aux frais non récurrents associés au changement de nom qui avaient été comptabilisés au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2010. Ces baisses ont été en partie compensées par une hausse de 0,7 million \$ de la charge se rapportant aux réserves pour les soldes non garantis. Les frais de développement au T3/12 ont été 1,2 million \$, ou 16,6 %, moins élevés qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de la réduction des primes de recrutement offertes au cours de l'exercice considéré.

Le résultat avant impôts sur le résultat, compte non tenu des autres charges indirectes pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, s'est inscrit à 28,7 millions \$, comparativement à 30,2 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

NON SECTORIEL ET AUTRES¹

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2011	2010		2011	2010	
Produits des activités ordinaires	9 737 \$	8 477 \$	14,9 %	19 996 \$	20 818 \$	(3,9) %
Charges						
Rémunération au rendement	2 038	7 696	(73,5) %	6 457	13 452	(52,0) %
Salaires et avantages du personnel	7 331	7 242	1,2 %	22 753	22 506	1,1 %
Autres charges indirectes	8 049	7 672	4,9 %	23 298	23 334	(0,2) %
Frais connexes aux acquisitions	—	—	—	1 513	—	négl.
Frais de restructuration	5 000	—	négl.	5 000	—	négl.
Total des charges	22 418	22 610	(0,8) %	59 021	59 292	(0,5) %
Résultat avant impôts sur le résultat ²	(12 681) \$	(14 133) \$	10,3 %	(39 025) \$	(38 474) \$	(1,4) %
Nombre d'employés	386	365	5,8 %	386	365	5,8 %
Compte non tenu des éléments importants³						
Total des charges	17 418	22 610	(23,0) %	52 508	59 292	(11,4) %
Résultat avant impôts sur le résultat	(7 681) \$	(14 133) \$	45,7 %	(32 512) \$	(38 474) \$	15,5 %

¹ Les données sont conformes aux IFRS, sauf le nombre d'employés.

² Le résultat avant impôts sur le résultat ne tient pas compte des frais intersectoriels imputés. Voir la rubrique «Frais intersectoriels imputés» à la page 21.

³ Se reporter au tableau intitulé «Principales informations financières compte non tenu des éléments importants» à la page 13.

négl. : négligeable

Ce secteur administratif, désigné sous le nom Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés aux services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres produits d'intérêts, les profits et pertes de change, et les charges qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

Comparaison du troisième trimestre de 2012 avec le troisième trimestre de 2011

Les produits des activités ordinaires pour le trimestre clos le 31 décembre 2011 se sont fixés à 9,7 millions \$, soit une hausse de 1,3 million \$, ou 14,9 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, qui tient surtout d'une augmentation de 1,1 million \$ des profits de change comptabilisés au T3/12 grâce à l'appréciation du dollar canadien en regard du début du trimestre.

Les charges du T3/12 se sont inscrites à 22,4 millions \$, soit une légère baisse de 0,2 million \$ ou 0,8 %, qui découle de la réduction de la rémunération au rendement et des frais liés aux locaux et au matériel, annulée par les frais de restructuration engagés au cours du trimestre considéré. La réduction de la charge de rémunération au rendement découle de la détérioration de la rentabilité du groupe. Les frais liés aux locaux et au matériel ont reculé sous l'effet des efforts de compression des coûts dans ce secteur ainsi que de la réattribution de certains frais au secteur Canaccord Genuity. Au cours du T3/12, la Société a engagé des frais de restructuration de 5,0 millions \$ liés aux réductions des effectifs.

Dans l'ensemble, le résultat avant impôts sur le résultat s'est établi à (12,7) millions \$ au T3/12, comparativement à (14,1) millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants, le résultat net avant impôts sur le résultat s'est établi à (7,7) millions \$ au T3/12, contre (14,1) millions \$ au T3/11.

Depuis le début de l'exercice 2012 par rapport à la période correspondante de 2011

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, les produits des activités ordinaires ont atteint 20,0 millions \$, soit une baisse de 0,8 million \$ qui tient en grande partie à une diminution des profits de change. La dépréciation du dollar canadien depuis le début de l'exercice a entraîné une baisse des profits de change qui ont été comptabilisés au trimestre considéré.

Les charges pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011 ont été de 59,0 millions \$, soit une légère baisse de 0,3 million \$. La charge de rémunération au rendement a été réduite de 7,0 millions \$, ou 52,0 %, en raison de la baisse de rentabilité du groupe. La réduction de la charge de rémunération au rendement a été neutralisée par les frais de restructuration comptabilisés au trimestre considéré, comme il a été susmentionné. Les frais liés aux locaux et au matériel ont aussi diminué de 0,7 million \$, du fait des raisons indiquées précédemment.

Dans l'ensemble, le résultat avant impôts sur le résultat a été de (39,0) millions \$, comparativement à (38,5) millions \$ pour la même période l'an dernier. Le résultat net avant impôts sur le résultat, compte non tenu des éléments importants, a été de (32,5) millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, contre (38,5) millions \$ à la période correspondante de l'exercice 2011.

FRAIS INTERSECTORIELS IMPUTÉS

Le secteur administratif Non sectoriel et autres comprend certains frais de traitement, de services de soutien et de recherche et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord. Compte non tenu de la rémunération au rendement des hauts dirigeants et de certains frais de soutien administratif, des profits et pertes de change et de l'intérêt net, la direction a établi que, pour le trimestre clos le 31 décembre 2011, les frais imputables par le secteur administratif Non sectoriel et autres étaient de 8,3 millions \$ pour Gestion de patrimoine Canaccord et de 2,6 millions \$ pour Canaccord Genuity. Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, Gestion de patrimoine Canaccord s'est vu imputer 25,2 millions \$ et Canaccord Genuity, 8,8 millions \$.

SITUATION FINANCIÈRE

Certains postes de l'état de la situation financière consolidé ont enregistré les variations suivantes :

Actif

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 700,9 millions \$ au 31 décembre 2011, contre 954,1 millions \$ au 31 mars 2011. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section «Situation de trésorerie et sources de financement» à la page 22.

Les titres détenus totalisaient 1,1 milliard \$ au 31 décembre 2011, en comparaison de 0,9 milliard \$ au 31 mars 2011, surtout en raison de l'augmentation des titres de créance de sociétés et de gouvernement.

Les créances clients s'élevaient à 2,2 milliards \$ au 31 décembre 2011, en comparaison de 2,8 milliards \$ au 31 mars 2011, surtout en raison d'une diminution des montants à recevoir de clients.

Le goodwill a atteint 268,2 millions \$ et les immobilisations incorporelles, 86,4 millions \$ au 31 décembre 2011, ce qui représente le goodwill et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre de l'acquisition de Genuity, de TBG et d'une participation de 50 % dans BGF.

Les autres actifs composés des impôts sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé, du matériel et des aménagements des locaux loués et des placements s'établissaient à 68,5 millions \$ comparativement à 48,3 millions \$ au 31 mars 2011. L'augmentation des autres actifs s'explique essentiellement par les soldes plus élevés des impôts sur le résultat à recevoir au 31 décembre 2011.

Passif

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par Canaccord peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Au 31 décembre 2011, Canaccord disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni d'un montant total de 620,6 millions \$ (434,6 millions \$ au 31 mars 2011). Ces facilités de crédit, consistant en prêts remboursables à vue, en lettres de crédit et en facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 décembre 2011, la dette bancaire impayée de la Société s'établissait à néant, en comparaison de 13,6 millions \$ au 31 mars 2011.

Les titres vendus à découvert s'inscrivaient à 1,0 milliard \$ au 31 décembre 2011, contre 0,7 milliard \$ au 31 mars 2011, les titres de créance de sociétés et de gouvernements ayant augmenté.

Les dettes fournisseurs, y compris les provisions, se sont établies à 2,6 milliards \$, en baisse comparativement à 3,6 milliards \$ au 31 mars 2011, essentiellement du fait de la diminution des sommes dues aux clients.

D'autres passifs incluant les impôts sur le résultat à payer, la dette subordonnée et les passifs d'impôt différé s'élevaient à 23,8 millions \$ au 31 décembre 2011, en comparaison de 47,1 millions \$ au 31 mars 2011. La diminution s'explique essentiellement par la baisse des impôts sur le résultat à payer de la Société.

Les participations ne donnant pas le contrôle s'établissaient à 18,2 millions \$ au 31 décembre 2011, ce qui représente la proportion de 50 % de l'actif net de Canaccord BGF qui n'est pas contrôlée par la Société.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Une filiale de la Société a obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables d'une institution financière totalisant 2,3 millions \$ (2,3 millions \$ US) (2,2 millions \$ (2,3 millions \$ US) au 31 mars 2011) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à Boston, à New York et à San Francisco.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, la Société a également conclu une convention de crédit garantie de premier rang d'un montant de 150 millions de dollars afin de financer une partie de la contrepartie au comptant payable aux termes de son projet d'acquisition de Collins Stewart Hawpoint, laquelle est conditionnelle à la réalisation de la transaction.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

La structure du capital de Canaccord englobe les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat étendu. Au 31 décembre 2011, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 700,9 millions \$, en baisse de 253,1 millions \$ par rapport à 954,1 millions \$ au 31 mars 2011. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, les activités de financement ont généré des flux de trésorerie de 25,2 millions \$, essentiellement liés à l'émission d'actions privilégiées de série A, comme mentionné à la page 23, contrebalancée en partie par l'acquisition d'actions ordinaires en vue des attributions dans le cadre du RILT pour un montant de 25,7 millions \$, les dividendes en espèces versés sur les actions ordinaires et privilégiées de 27,3 millions \$, une variation de la dette bancaire de 13,6 millions \$ et une variation des prêts nets destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits s'acquièrent de 13,3 millions \$. Un montant de 19,1 millions \$ a été affecté aux activités d'investissement, essentiellement lié à l'achat de matériel et à l'aménagement de locaux loués ainsi qu'à l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF. Les activités opérationnelles ont utilisé des flux de trésorerie de 263,1 millions \$, qui étaient en grande partie attribuables aux augmentations des dettes fournisseurs, aux provisions et aux charges à payer, le tout partiellement annulé par une diminution des créances clients et d'autres variations d'éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement. Une hausse de la trésorerie de 2,8 millions \$ est attribuable à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie. Au total, le montant net de la trésorerie nette a reculé de 253,2 millions \$ par rapport au 31 mars 2011.

Les activités de Canaccord nécessitent des capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation. La majeure partie des actifs courants figurant à l'état de la situation financière consolidé de Canaccord sont très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres hautement liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans la conjoncture du marché, la conjoncture économique et les perspectives de l'investisseur influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des opérations ouvertes à court terme, qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre d'opérations qui peuvent être conclues sur demande en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Dans le cours normal des activités, la Société conclut des contrats qui donnent lieu à des engagements de paiements minimums futurs qui influent sur sa liquidité.

Le tableau suivant résume les obligations contractuelles à long terme de Canaccord au 31 décembre 2011.

<i>Obligations contractuelles – paiements exigibles par période (en milliers \$ CA)</i>	Total	Exercice 2013	Exercice 2014– Exercice 2015	Exercice 2016– Exercice 2017	Par la suite
Contrats de location simple relatifs aux locaux et au matériel	218 046	25 367	52 455	49 038	91 186

DONNÉES SUR LES ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION

<i>Actions ordinaires en circulation aux 31 décembre</i>	2011	2010
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	74 998 990	75 055 499
Nombre d'actions émises et en circulation ²	83 412 456	82 626 059
Nombre d'actions émises et en circulation – dilué ³	87 141 674	85 706 609
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	74 523 387	72 356 918
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué	84 330 694	80 941 606

¹) Exclut 4 931 379 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 3 482 087 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par une fiducie pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

²) Inclut 4 931 379 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 3 482 087 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par une fiducie pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

³) Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 3 729 218 actions.

La Société a déposé un avis d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) afin de permettre l'achat d'un maximum de 2 000 000 de ses actions ordinaires par l'entremise du TSX du 13 juin 2011 au 12 juin 2012. L'achat d'actions ordinaires dans le cadre de l'OPRCNA permettra à la Société d'acquiescer des actions aux fins d'annulation. Au 31 décembre 2011, les actions pouvant être rachetées représentaient 2,4 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Dans le cadre de l'OPRCNA, 650 000 actions ont été rachetées entre le 13 juin 2011 et le 31 décembre 2011, et 1 350 000 actions demeurent disponibles à des fins de rachat.

Au 8 février 2012, 83 412 456 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Le 23 juin 2011, la Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série A à taux rajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série A) à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 100 millions \$. Le 7 juillet 2011, la Société a annoncé la clôture de l'option de surallocation et a émis 540 000 actions privilégiées de série A supplémentaires au prix de 25,00 \$ par action pour un produit brut de 13,5 millions \$.

Le produit net total après déduction des frais d'émission, net des impôts différés de 1,0 million \$, s'est élevé à 110,8 millions \$. Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 5,5 % pour la période initiale de cinq ans prenant fin le 30 septembre 2016. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans majoré de 3,21 %.

Les porteurs d'actions privilégiées de série A ont le droit, à leur gré, de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (les «actions privilégiées de série B»), sous réserve de certaines conditions, le 30 septembre 2016 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Les porteurs d'actions privilégiées de série B auront le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

La Société a l'option de racheter les actions privilégiées de série A le 30 septembre 2016 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés. Les actions privilégiées de série B sont rachetables au gré de la Société le 30 septembre 2021 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés.

Au 31 décembre 2011, une partie du produit de ce placement avait été affectée à l'acquisition de la participation de 50 % dans BGF, en contrepartie de laquelle une somme de 36,5 millions \$ a été versée, ainsi qu'à d'autres fins générales de l'entreprise, ce qui correspond à l'emploi du produit de ce placement annoncé précédemment.

RÉGIMES DE PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS

Options sur actions

La Société attribue des options sur actions ordinaires de la Société à des administrateurs indépendants et à des hauts dirigeants. Les administrateurs indépendants et les hauts dirigeants se sont vu attribuer des options visant l'achat d'un maximum de 2 482 675 actions ordinaires de la Société. Les droits rattachés aux options sur actions s'acquièrent sur une période de quatre à cinq ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions est de 9,83 \$ l'action ordinaire.

Régime d'intéressement à long terme

En vertu du régime d'intéressement à long terme (RILT), des unités d'actions temporairement incessibles (UATI) dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, un fonds en fiducie pour les avantages du personnel (la «fiducie») a été constitué et : a) la Société y versera des fonds que le fiduciaire utilisera pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires de la Société qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants à la suite de l'acquisition des droits rattachés aux UATI. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'UATI, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant.

Unités d'actions différées

À compter du 1^{er} avril 2011, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (UAD) pour ses administrateurs indépendants. Les administrateurs indépendants peuvent choisir que les honoraires qui leur sont dus leur soient versés sous forme d'UAD ou de trésorerie. Les administrateurs doivent tous les ans indiquer s'ils souhaitent ou non que leur rémunération soit ainsi versée, et peuvent préciser la répartition de leur rémunération qui sera versée sous forme d'UAD et de trésorerie. Lorsque l'administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, le montant équivalant au nombre d'UAD octroyées étant multiplié par le cours de clôture à la fin du trimestre suivant immédiatement la fin de l'emploi. En vertu du régime, les administrateurs n'ont pas le droit de recevoir d'actions ordinaires de la Société et en aucun cas les UAD ne confèrent au titulaire les droits ou privilèges d'un porteur d'actions ordinaires.

Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires

La Société offre aux employés des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires. Ces prêts sont annulés sur une période d'acquisition des droits. Aucun intérêt n'est imputé relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions.

Programme de maintien en fonction

Par suite de l'acquisition de TBG, la Société a mis sur pied un programme de maintien en fonction qui prévoit l'émission de jusqu'à concurrence de 1 187 800 actions ordinaires de la Société assorties d'une période d'acquisition des droits graduelle sur cinq ans à l'intention des principaux membres du personnel de Canaccord Genuity Asia. Au 31 décembre 2011, un employé a renoncé à l'attribution de 87 989 actions au moment de son départ. Les paiements de maintien en fonction estimés sont amortis à titre de frais de développement sur une période graduelle tributaire des produits des activités ordinaires attendus de Canaccord Genuity Asia au cours de la période d'acquisition des droits de cinq ans. En outre, le nombre applicable d'actions liées au maintien en fonction est inclus dans le nombre dilué d'actions ordinaires en circulation. Si l'ensemble des conditions relatives à l'acquisition des droits sont satisfaites, les paiements de maintien en fonction pourraient atteindre tout au plus 12,7 millions \$.

CENTRE FINANCIER INTERNATIONAL

Canaccord est membre de l'AdvantageBC International Business Centre Society (anciennement connu sous le nom International Financial Centre British Columbia Society) et du Centre financier international de Montréal, deux organismes fournissant certains avantages financiers et fiscaux en vertu de la loi *International Business Activity Act* de la Colombie-Britannique et de la *Loi sur les centres financiers internationaux* du Québec. Ainsi, le taux d'imposition global de Canaccord est inférieur à celui qui s'appliquerait autrement.

CHANGE

Canaccord gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements en attente par l'achat de monnaies étrangères. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces opérations sont constatés dans les résultats au cours de la période. Le 31 décembre 2011, les contrats à terme en cours visant la vente de dollars américains avaient un notionnel de 3,7 millions \$ US, une baisse de 2,1 millions \$ US par rapport à il y a un an. Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains avaient un notionnel de 3,9 millions \$ US, une diminution de 15,1 millions \$ US par rapport à il y a un an. La juste valeur de ces contrats était nominale. Certaines activités de Canaccord aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Australie, à Hong Kong et en Chine sont libellées en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces activités est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de la transaction sont habituellement libellés en monnaie locale.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou fortement influencées par la Société, et b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs de la Société et les membres de la direction, qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société.

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Canaccord se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le produit de commissions sur l'ensemble de ces opérations n'est pas important par rapport à celui provenant de l'ensemble des activités de Canaccord.

La Société offre divers plans de paiements fondés sur les actions à ses principaux dirigeants, incluant des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires et un régime d'intéressement à long terme. Les administrateurs ont également reçu des options sur actions et peuvent acheter des UAD. Se reporter à la note 16 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du premier trimestre de 2012 pour plus d'informations au sujet de la rémunération des principaux dirigeants et des transactions avec ceux-ci. La note 17 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du troisième trimestre de 2012 comprend aussi le solde des créances clients et des dettes fournisseurs et charges à payer avec les principaux dirigeants.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES**i) BGF Capital Group Pty Ltd**

Le 31 juillet 2011, la Société a annoncé la conclusion d'une entente définitive visant l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF Capital Group Pty Ltd, société indépendante offrant des services de financement de sociétés située en Australie et comptant des bureaux à Melbourne, à Sydney et à Hong Kong. L'opération a été réalisée le 1^{er} novembre 2011 moyennant une contrepartie composée de 623 796 actions ordinaires de Canaccord d'une valeur de 5,7 millions \$ (5,5 millions \$ AU) et d'un montant en trésorerie de 36,5 millions \$ (34,7 millions \$ AU). Les actions émises ont une valeur de 9,20 \$ l'action ordinaire selon le cours de clôture au 1^{er} novembre 2011, soit la date de clôture de l'opération, conformément à l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*. La totalité des actions ordinaires de Canaccord émises en contrepartie partielle du prix d'achat ont été placées en main tierce à la réalisation et seront libérées au prorata sur cinq ans. Par suite de la réalisation de l'opération, BGF a été renommée Canaccord BGF.

La convention d'achat octroie à la Société une option d'achat de la participation de 50 % restante dans BGF. L'option pourra être exercée par la Société sur une période de trois mois débutant le 1^{er} novembre 2016 à un prix devant être fixé à ce moment-là, selon les profits réalisés par Canaccord BGF. Le prix de l'option étant prévu se rapprocher de la juste valeur du marché au moment de l'exercice, la valeur de cette option d'achat est négligeable.

Selon l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels* (IAS 27), la Société a consolidé les résultats opérationnels de Canaccord BGF et a inscrit une participation ne donnant pas le contrôle de 50 % représentant la partie de l'actif net identifiable de Canaccord BGF qui n'est pas contrôlée par la Société au T3/12.

La Société a déterminé la répartition du prix d'acquisition à l'égard de cette acquisition. La répartition provisoire est présentée dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société pour le T3/12. Se reporter à la note 10 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du troisième trimestre de 2012 pour obtenir de plus amples renseignements.

ii) Collins Stewart Hawkpoint plc

Le 15 décembre 2011, la Société a annoncé la soumission d'une offre visant l'acquisition de la totalité de Collins Stewart Hawkpoint, société indépendante de financement de sociétés dont le siège social se trouve au Royaume-Uni et qui exerce des activités en Europe, aux États-Unis et à Singapour. La Société a offert 0,96 £ par action de Collins Stewart Hawkpoint, ou environ 253,3 millions £, afin d'acquérir la totalité du capital social émis de Collins Stewart Hawkpoint. Le coût final de l'acquisition proposée dépendra en partie du cours de l'action de Financière Canaccord Inc. à la date de l'acquisition. Le paiement de l'offre sera effectué au comptant dans une proportion de 60 % et en actions ordinaires de Canaccord dans une proportion de 40 %. La contrepartie au comptant à payer selon les modalités de l'offre sera financée au moyen d'emprunts sur une facilité de crédit à court terme consentie en vertu d'une convention de crédit garantie de premier rang d'un montant de 150 millions \$ et des ressources de trésorerie disponibles de la Société.

Le total des frais connexes aux acquisitions que la Société devrait engager dans le cadre du projet d'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint est estimé à environ 10,0 millions \$ (6,3 millions £), plus les taxes applicables. Ces frais se composent principalement d'honoraires professionnels et de consultation ainsi que de charges liées à la facilité de crédit à court terme. Le total des frais passés en charges pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011 s'est inscrit à 2,7 millions \$ et se compose principalement d'honoraires professionnels et de consultation. En plus des frais connexes aux acquisitions qui avaient été engagés au 31 décembre 2011, la Société s'attend à comptabiliser des éléments importants additionnels dans le cadre de la clôture de l'acquisition ainsi que d'autres dépenses liées à l'intégration des activités des divisions que la Société et Collins Stewart Hawkpoint ont en commun.

Il est prévu que l'acquisition sera mise en œuvre par la voie d'un plan d'arrangement homologué par le tribunal en vertu de la *Companies Act* du Royaume-Uni. Sous réserve de l'approbation des actionnaires de Collins Stewart Hawkpoint et de l'obtention des autorisations officielles de la Financial Services Authority du Royaume-Uni, de l'Autorité monétaire de Singapour et de certains autres organismes de réglementation, la Société croit que l'audience relative à l'approbation du plan et aux questions connexes aura lieu les 16 mars 2012 et 21 mars 2012, et que l'acquisition se clôturera («entrée en vigueur du plan») à 8 h, heure de Londres, le 22 mars 2012. D'autres annonces seront faites si ces dates changent.

Canaccord prévoit mettre en place un programme de fidélisation de 15 millions £ en titres de participation de Canaccord pour les membres du personnel clés de Collins Stewart Hawkpoint une fois l'offre close. Aucune discussion n'a eu lieu à cette étape relativement aux modalités de ce programme ou à la manière dont il sera réparti.

Se reporter à la note 10 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du troisième trimestre de 2012 pour obtenir de plus amples renseignements.

MÉTHODES COMPTABLES CRITIQUES ET ESTIMATIONS

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été dressés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et selon les méthodes comptables que la Société s'attend à adopter pour ses états financiers consolidés au 31 mars 2012 et pour l'exercice prenant fin à cette date. La préparation des états financiers consolidés pour l'exercice prenant fin le 31 mars 2012 en accord avec les IFRS exige de la Société qu'elle utilise les normes qui entreront en vigueur au 31 mars 2012. Ces dernières peuvent différer des méthodes que la Société a mises en œuvre dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires. Des différences pourraient découler des nouvelles normes, dont la date d'entrée en vigueur est le 31 mars 2012 ou avant, qui seront publiées avant la préparation des états financiers consolidés annuels pour l'exercice prenant fin le 31 mars 2012. Par conséquent, les méthodes comptables utilisées dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires pourraient différer de celles utilisées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice prenant fin le 31 mars 2012.

La préparation d'états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités selon les IFRS exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs et sur l'information à fournir à l'égard des actifs éventuels et des passifs éventuels à la date des états financiers. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les estimations significatives touchent les paiements fondés sur des actions, les impôts sur le résultat, les pertes fiscales disponibles pour les reports en avant, la perte de valeur du goodwill, les immobilisations incorporelles à durée indéterminée et des autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, et les provisions et les passifs éventuels. Les méthodes comptables significatives et les méthodes qui exigent le jugement et les estimations de la direction sont présentées dans les notes 2 et 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du premier trimestre de 2012.

MODIFICATIONS FUTURES AUX MÉTHODES COMPTABLES ET AUX ESTIMATIONS

Instruments financiers

En novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9). Cette norme remplacera l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39). L'IFRS 9 prescrit une seule approche pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, en lieu et place des nombreuses règles de l'IAS 39. L'approche de l'IFRS 9 est fondée sur le modèle économique que suit l'entité pour la gestion de ses instruments financiers et sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. La nouvelle norme exige également l'utilisation d'une méthode unique de dépréciation, remplaçant ainsi les multiples méthodes de dépréciation de l'IAS 39. L'IFRS 9 a prise d'effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

En octobre 2010, l'IASB a publié une version révisée de l'IFRS 9 (IFRS 9 R). La norme révisée contient des indications sur le classement et l'évaluation des passifs financiers. L'IFRS 9 R, qui annule et remplace l'IFRS 9, s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Son application anticipée est permise. Pour les exercices ouverts avant le 1^{er} janvier 2013, une entité peut choisir d'appliquer l'IFRS 9 R ou l'IFRS 9. L'IASB a publié un exposé-sondage de l'IFRS 9 R au cours de l'année civile 2011 afin d'en reporter la date d'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015. La société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'IFRS 9 ou de l'IFRS 9 R sur ses états financiers consolidés.

En décembre 2011, l'IASB a modifié les exigences comptables et les informations à fournir selon l'IAS 32, *Instruments financiers : Présentation* (IAS 32), et l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir* (IFRS 7). Selon ces modifications, des informations complémentaires devront être fournies relativement à la compensation des actifs financiers et des passifs financiers. Les modifications apportées à l'IFRS 7 entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, et les modifications de clarification de l'IAS 32 entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence des modifications sur ses états financiers consolidés.

Présentation des états financiers

L'IAS 1, *Présentation des états financiers* (IAS 1), a été modifiée par l'IASB en juin 2011 afin d'aligner avec les PCGR des États-Unis la présentation des autres éléments du résultat global. Ceux-ci devront être regroupés dans deux catégories, selon qu'ils sont susceptibles ou non d'être reclassés ultérieurement en résultat net. La possibilité de présenter un seul état du résultat global, ou encore deux états distincts du résultat net et du résultat global demeure. Les modifications à l'IAS 1 entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012.

Autres normes

L'IASB a publié les normes suivantes en mai 2011. Ces normes s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, et l'adoption anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence qu'auront ces normes nouvelles et modifiées sur ses états financiers consolidés.

IFRS 10, États financiers consolidés (IFRS 10)

L'IFRS 10 remplace l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et l'Interprétation SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*. Cette norme présente un modèle unique de consolidation pour l'ensemble des entités fondé sur le contrôle, qui est défini selon que l'investisseur a 1) un pouvoir sur l'autre entité, 2) une exposition, ou des droits, à des rendements variables de cette autre entité, et 3) la capacité d'utiliser son pouvoir afin d'influencer les rendements de l'entité.

IFRS 11, Partenariats (IFRS 11)

L'IFRS 11 remplace l'IAS 31, *Participation dans des coentreprises*, et l'Interprétation SIC-13, *Entités contrôlées conjointement*. Cette norme distingue les partenariats selon qu'ils répondent à la définition d'entreprise commune ou de coentreprise. Une entreprise commune est un accord conjoint par lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint ont des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs. Dans le cadre d'une coentreprise, un coentrepreneur comptabilise sa quote-part des actifs, des passifs, des produits des activités courantes et des charges de la coentreprise. Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entreprise ont des droits sur les actifs nets de celle-ci. Les intérêts dans l'entreprise sont comptabilisés en appliquant la méthode de la mise en équivalence.

IFRS 12, Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités (IFRS 12)

L'IFRS 12 établit les informations à fournir relativement aux intérêts détenus dans d'autres entités, comme des partenariats, des entreprises associées, des entités ad hoc et des entités non consolidées.

IFRS 13, Évaluation de la juste valeur (IFRS 13)

L'IFRS 13 est une norme complète qui définit la juste valeur, établit un cadre unique selon les IFRS pour l'évaluation de la juste valeur et détermine les informations à fournir au sujet des évaluations de la juste valeur. Cette nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu à la vente d'un actif, ou versé au transfert d'un passif, dans le cadre d'une opération volontaire entre des participants au marché, à la date d'évaluation.

IAS 27, États financiers consolidés et individuels (IAS 27) et IAS 28, Participations dans des entreprises associées (IAS 28)

L'IASB a aussi modifié des normes existantes, notamment l'IAS 27 et l'IAS 28. L'IAS 27 porte sur la comptabilisation des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans des états financiers non consolidés. L'IAS 28 a été modifiée pour inclure les coentreprises dans son champ d'application et pour tenir compte des modifications apportées aux normes IFRS 10 à IFRS 13.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES SUR L'INFORMATION À FOURNIR ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Contrôles et procédures sur l'information à fournir

D'après une évaluation effectuée en date du 31 mars 2011, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de nos contrôles et procédures sur l'information à fournir étaient efficaces, selon le Règlement 52-109. Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2011, il n'y a eu aucun changement qui ait influé de façon notable, ou qui risque d'influer de façon notable, sur les contrôles et procédures de communication de l'information de Canaccord.

Changements dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Une évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société a été effectuée en date du 31 mars 2011. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que les contrôles internes de Canaccord à l'égard de l'information financière étaient conçus et fonctionnaient efficacement, selon le Règlement 52-109, et qu'il n'y avait aucune lacune importante. Il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière effectué au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2011 qui ait influé de façon notable, ou qui risque d'influer de façon notable, sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de Canaccord.

POLITIQUE EN MATIÈRE DE DIVIDENDES

Les dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes seront tributaires de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats opérationnels et des besoins en capital de Canaccord, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

DÉCLARATION DE DIVIDENDES

Le 8 février 2012, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,10 \$ par action ordinaire payable le 15 mars 2012 aux actionnaires inscrits le 2 mars 2012. Le conseil d'administration a également approuvé un dividende en espèces de 0,34375 \$ par action privilégiée de série A payable le 2 avril 2012 aux actionnaires inscrits le 16 mars 2012.

INFORMATIONS TRIMESTRIELLES HISTORIQUES

Les produits des activités ordinaires de Canaccord tirés d'une opération de prise ferme ne sont comptabilisés que lorsque l'opération est conclue. Par conséquent, la date de comptabilisation des produits peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Canaccord. La structure des charges des activités de Canaccord est conçue pour fournir des services et une couverture dans le contexte actuel du marché. Si l'activité générale des marchés des capitaux ralentissait considérablement, Canaccord pourrait subir des pertes.

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres jusqu'au 31 décembre 2011. Ces informations ne sont pas auditées, mais elles reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats opérationnels pour les périodes présentées. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

	Exercice 2012			Exercice 2011				Exercice 2010
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
	IFRS	IFRS	IFRS	IFRS	IFRS	IFRS	IFRS	PCGR du Canada
<i>(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)¹</i>								
Produits des activités ordinaires								
Canaccord Genuity	93 581 \$	69 452 \$	97 377 \$	163 771 \$	177 758 \$	96 963 \$	100 152 \$	83 496 \$
Gestion de patrimoine Canaccord	44 571	47 412	54 783	72 704	68 599	44 539	47 207	54 990
Non sectoriel et autres	9 737	2 636	7 623	11 120	8 477	7 783	4 558	4 647
Total des produits des activités ordinaires	147 889 \$	119 500 \$	159 783 \$	247 595 \$	254 834 \$	149 285 \$	151 917 \$	143 133 \$
Résultat net	2 531	(5 278)	13 195	41 323	42 997	10 251	5 172	7 526
Résultat par action ordinaire – de base	0,02 \$	(0,09) \$	0,17 \$	0,55 \$	0,57 \$	0,14 \$	0,08 \$	0,15 \$
Résultat par action ordinaire – dilué	0,01 \$	(0,09) \$	0,16 \$	0,49 \$	0,51 \$	0,12 \$	0,07 \$	0,14 \$

¹ La Société a adopté les IFRS en date du 1^{er} avril 2011. Toutes les informations financières de l'exercice 2012 et des quatre trimestres de l'exercice 2011 sont conformes aux IFRS. Les chiffres pour le T4/10 sont conformes aux PCGR du Canada.

RISQUES

La capacité de la Société de maintenir et d'exercer sa stratégie d'entreprise avec succès est tributaire de la réputation personnelle de ses employés cadres de haut niveau, de leur jugement, de leur aptitude à développer les affaires et de leur compétence en matière de réalisation de projet. Toute perturbation dans la gestion pourrait se traduire par la perte de clients ou de produits tirés de clients et pourrait avoir une incidence considérable sur les affaires et les résultats opérationnels de la Société.

Le secteur des valeurs mobilières et les activités de Canaccord sont, de par leur nature, assujettis à de nombreux risques inhérents. La conjoncture économique, la concurrence et les facteurs du marché, comme la volatilité des marchés canadiens et internationaux, les taux d'intérêt, le prix des marchandises, les cours du marché, les volumes de négociation et la liquidité auront une incidence importante sur la rentabilité de Canaccord. Un placement dans des actions ordinaires ou privilégiées de Canaccord comporte de nombreux risques, dont certains, y compris le risque de marché, le risque d'illiquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque lié à la réglementation et le risque juridique, pourraient être importants et sont inhérents aux activités de Canaccord. Canaccord est également directement exposée au risque de prix du marché, au risque d'illiquidité et au risque de volatilité en raison de ses activités de négociation à titre de contrepartiste, ainsi qu'au risque de taux d'intérêt et au risque d'écart de taux du fait de ses activités de négociation de titres à revenu fixe comme contrepartiste. Les produits tirés de Gestion de patrimoine Canaccord sont liés aux volumes de négociation et, à ce titre, à l'importance de l'activité sur les marchés et au degré de confiance des investisseurs. Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity dépendent de l'activité de financement par les sociétés émettrices et de la volonté des clients institutionnels de négocier des opérations sur les marchés des capitaux et d'y participer activement. Il peut également exister un écart entre les fluctuations du marché, l'évolution de la conjoncture économique et le niveau d'activité de Canaccord sur le marché, et l'incidence que ces facteurs ont sur les résultats opérationnels et la situation financière de Canaccord.

Le secteur des services financiers est astreint à une abondante réglementation au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Australie et ailleurs dans le monde. L'observation de nombre de ces règlements comporte pour Canaccord beaucoup de risques, surtout dans les domaines où la réglementation prête à interprétation et à modification. Une modification de la réglementation et des interprétations pourrait avoir une incidence importante sur les activités et le rendement de Canaccord. Le cadre de la gestion du capital mis en place par la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui : respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société, fixés par leurs organismes de réglementation respectifs, permet de financer les activités actuelles et futures, permet d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance, et favorisent la création de valeur pour les actionnaires. La liste des organismes de réglementation auxquels certaines filiales de la Société sont soumises figure à la note 16 des états financiers intermédiaires consolidés audités de Canaccord de l'exercice 2011.

Un rapport sur les risques figure dans la notice annuelle.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Un rapport détaillé sur nos activités, nos stratégies, nos objectifs et nos risques figure dans la notice annuelle et le rapport de gestion, y compris les états financiers consolidés annuels audités, qui se trouvent dans le rapport annuel de 2011 de Canaccord, et qui sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse www.canaccordfinancial.com/fr/ir/finreports/pages/default.aspx, et sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

États de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités

Aux (en milliers de dollars canadiens)

	Notes	31 décembre 2011	31 mars 2011
ACTIF			
Courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		700 914 \$	954 068 \$
Titres détenus	6	1 100 470	947 185
Créances clients	8, 17	2 215 448	2 828 812
Impôts sur le résultat à recevoir		15 565	—
Total des actifs courants		4 032 397	4 730 065
Actifs d'impôt différé		2 419	1 503
Placement	9	5 934	5 934
Matériel et aménagements des locaux loués		44 550	40 818
Immobilisations incorporelles	11	86 380	73 923
Goodwill	11	268 197	245 257
		4 439 877 \$	5 097 500 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Courants			
Dette bancaire		— \$	13 580 \$
Titres vendus à découvert	6	952 750	722 613
Dettes fournisseurs et charges à payer	8, 17	2 582 411	3 551 124
Provisions	20	10 363	6 151
Impôts sur le résultat à payer		—	23 977
Dette subordonnée		15 000	15 000
Total des passifs courants		3 560 524	4 332 445
Passifs d'impôt différé		8 840	8 163
		3 569 364	4 340 608
Capitaux propres			
Actions privilégiées	13	110 818	—
Actions ordinaires	14	466 295	467 050
Surplus d'apport		51 557	52 167
Résultats non distribués		221 409	238 647
Cumul des autres éléments du résultat global		2 216	(972)
Total des capitaux propres		852 295	756 892
Participations ne donnant pas le contrôle		18 218	—
Total des capitaux propres		870 513	756 892
Total du passif et des capitaux propres		4 439 877 \$	5 097 500 \$

Voir les notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Au nom du conseil d'administration,



PAUL D. REYNOLDS
Administrateur



TERRENCE A. LYONS
Administrateur

Comptes de résultat consolidés résumés intermédiaires non audités

	Notes	Pour les périodes de trois mois closes les		Pour les périodes de neuf mois closes les	
		31 décembre 2011	31 décembre 2010	31 décembre 2011	31 décembre 2010
<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>					
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES					
Commissions		57 380 \$	87 433 \$	178 707 \$	212 691 \$
Financement de sociétés		32 015	116 716	121 672	223 853
Honoraires de consultation		38 541	25 276	82 736	59 212
Négociation à titre de contrepartiste		3 304	10 658	3 878	26 213
Intérêts		8 147	7 753	23 594	16 333
Divers		8 502	6 998	16 585	17 734
		147 889	254 834	427 172	556 036
CHARGES					
Rémunération au rendement		69 815	126 640	209 267	269 663
Salaires et avantages du personnel		15 009	14 739	46 289	46 877
Frais de négociation		7 416	7 937	24 123	22 883
Locaux et matériel		6 633	7 077	20 192	19 755
Communications et technologie		6 744	6 111	19 885	19 159
Intérêts		2 361	3 037	6 736	5 326
Charges d'administration		16 191	17 049	48 728	48 830
Amortissement		3 906	2 786	9 758	9 776
Frais de développement		5 755	5 792	16 326	16 871
Frais connexes à l'acquisition	10	2 700	1 750	5 656	12 740
Frais de restructuration	20	6 292	—	6 292	—
		142 822	192 918	413 252	471 880
Résultat avant impôts sur le résultat		5 067	61 916	13 920	84 156
Impôts sur le résultat (recouvrement)	12				
Exigibles		4 703	18 211	7 155	24 091
Différés		(2 167)	708	(3 683)	1 645
		2 536	18 919	3 472	25 736
Résultat net de la période		2 531 \$	42 997 \$	10 448 \$	58 420 \$
Résultat net attribuable aux :					
Actionnaires de Financière Canaccord Inc.		3 026 \$	42 997 \$	10 943 \$	58 420 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		(495)	—	(495)	—
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)					
De base	14iv	75 221	74 947	74 523	72 357
Dilué	14iv	83 822	83 643	84 331	80 942
Résultat par action ordinaire					
De base	14iv	0,02 \$	0,57 \$	0,10 \$	0,81 \$
Dilué	14iv	0,01 \$	0,51 \$	0,09 \$	0,72 \$
Dividendes par action ordinaire	15	0,10 \$	0,075 \$	0,30 \$	0,175 \$

Voir les notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

États du résultat global consolidés résumés intermédiaires non audités

	Pour les périodes de trois mois closes les		Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre 2011	31 décembre 2010	31 décembre 2011	31 décembre 2010
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>				
Résultat net de la période	2 531 \$	42 997 \$	10 448 \$	58 420 \$
Autres éléments du résultat global				
Variation nette des profits latents (pertes latentes) à la conversion des établissements à l'étranger	(4 646)	(3 683)	3 024	707
Résultat global de la période	(2 115) \$	39 314 \$	13 472 \$	59 127 \$
Résultat global attribuable aux :				
Actionnaires de Financière Canaccord Inc.	(1 456) \$	39 314 \$	14 131 \$	59 127 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(659) \$	— \$	(659) \$	— \$

Voir les notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

États des variations des capitaux propres consolidés résumés intermédiaires non audités

	Notes	31 décembre 2011	31 décembre 2010
<i>Aux 31 décembre 2011 et 2010 et pour les périodes de neuf mois closes à ces dates (en milliers de dollars canadiens)</i>			
Actions privilégiées au début de la période		— \$	— \$
Actions émises, nettes des frais d'émission	13	110 818	—
Actions privilégiées à la fin de la période		110 818	—
Actions ordinaires au début de la période		467 050	185 691
Actions émises dans le cadre de l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF Capital Group Pty Ltd (BGF)		5 739	—
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity (Genuity)		—	271 900
Actions émises en relation avec les paiements fondés sur des actions		6 282	5 918
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT)		(25 666)	(14 688)
Libération d'actions ordinaires dont les droits sont acquis, achetées par la fiducie pour les avantages du personnel		15 255	16 777
Actions annulées dans le cadre de l'acquisition de Genuity		(606)	—
Actions annulées		(4 215)	—
Prêts nets destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis		2 456	(1 078)
Actions ordinaires à la fin de la période		466 295	464 520
Surplus d'apport au début de la période		52 167	58 103
Paiements à base d'actions		3 406	(3 650)
Actions annulées dans le cadre de l'acquisition de Genuity		606	—
Prime à l'annulation d'actions ordinaires		(1 035)	—
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis		(3 587)	(86)
Surplus d'apport à la fin de la période		51 557	54 367
Résultats non distribués au début de la période		238 647	158 138
Résultat net attribuable aux actionnaires de Financière Canaccord Inc.		10 943	58 420
Dividendes sur actions ordinaires	15	(24 473)	(12 729)
Dividendes sur actions privilégiées, compte tenu de l'incidence fiscale connexe	15	(3 708)	—
Résultats non distribués à la fin de la période		221 409	203 829
Cumul des autres éléments du résultat global au début de la période		(972)	1 301
Autres éléments du résultat global attribuables aux actionnaires de Financière Canaccord Inc.		3 188	707
Cumul des autres éléments du résultat global à la fin de la période		2 216	2 008
Total des capitaux propres		852 295 \$	724 724 \$
Participations ne donnant pas le contrôle au début de la période		—	—
Participations ne donnant pas le contrôle des actifs nets identifiables acquis par suite de l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF		21 450	—
Participations ne donnant pas le contrôle du passif d'impôt différé lié aux immobilisations incorporelles identifiables acquises		(2 431)	—
Effet de change sur les participations ne donnant pas le contrôle		(142)	—
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		(659)	—
Participations ne donnant pas le contrôle à la fin de la période		18 218	—
Total des capitaux propres		870 513 \$	724 724 \$

Voir les notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Tableaux des flux de trésorerie consolidés résumés intermédiaires non audités

<i>Pour les périodes de neuf mois closes les (en milliers de dollars canadiens)</i>	Note	31 décembre 2011	31 décembre 2010
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES			
Résultat net de la période		10 448 \$	58 420 \$
Éléments sans effet de trésorerie			
Amortissement		9 758	9 776
Charge (recouvrement) d'impôt différé		(3 683)	1 645
Charge de rémunération à base d'actions	16iv	34 742	29 651
Variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement			
Augmentation des titres détenus		(151 287)	(722 058)
Diminution (augmentation) des dettes fournisseurs		621 186	(397 291)
Augmentation des impôts sur le résultat à recevoir		(35 349)	(21 433)
Augmentation des titres vendus à découvert		229 973	489 665
(Diminution) augmentation des dettes fournisseurs, des charges à payer et des provisions		(978 921)	595 424
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		(263 133)	43 799
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Émission d'actions privilégiées de série A, nette des frais d'émission d'actions		110 818	—
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du RILT		(25 666)	(14 688)
Dividendes en espèces versés sur les actions ordinaires		(24 049)	(12 540)
Dividendes en espèces versés sur les actions privilégiées		(3 254)	—
Émission d'actions en relation avec les paiements fondés sur des actions		555	—
Diminution des prêts nets destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits s'acquièrent		(13 255)	(1 077)
Annulation d'actions ordinaires		(5 250)	—
Dettes bancaires		(13 580)	5 479
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		26 319	(22 826)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Achat de matériel et améliorations des locaux loués		(9 254)	(339)
Acquisition d'une participation de 50 % dans BGF, nette de la trésorerie acquise		(9 848)	—
Acquisition de Genuity		—	(37 997)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(19 102)	(38 336)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie		2 762	(1 372)
Diminution de la situation de trésorerie		(253 154)	(18 735)
Situation de trésorerie au début de la période		954 068	731 852
Situation de trésorerie à la fin de la période		700 914 \$	713 117 \$
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie			
Intérêts payés		6 404 \$	5 970 \$
Impôts sur le résultat payés		50 904 \$	23 961 \$

Voir les notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

NOTE 1. RENSEIGNEMENTS SUR L'ENTREPRISE

Par l'entremise de ses principales filiales, la Financière Canaccord Inc. (la Société), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Chine, à Hong Kong, en Australie et à la Barbade. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les marchés des capitaux et la gestion de patrimoine. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à la clientèle de la Société composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Financière Canaccord Inc. a été constituée le 14 février 1997 lorsqu'elle a déposé un mémoire et des statuts auprès du directeur du registre des sociétés (Registrar of Companies) de la Colombie-Britannique en vertu de la loi intitulée *Company Act* (Colombie-Britannique); elle est maintenue sous le régime de la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique). Le siège social de la Société est sis au Suite 2200 – 609 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1H2, et son bureau principal est sis au Suite 1000 – 840 Howe Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V6Z 2M1.

Les actions ordinaires de la Société sont cotées sous le symbole CF à la Bourse de Toronto et sous le symbole CF. à l'AIM, branche de la Bourse de Londres. Les actions privilégiées de série A de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A.

Les activités de la Société sont cycliques, et les produits et le résultat connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les activités de la Société sont touchées par la situation générale sur les marchés des actions et des obligations nord-américains, australiens, asiatiques et européens, y compris les variations saisonnières.

NOTE 2. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été dressés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et selon les méthodes comptables que la Société s'attend à adopter pour ses états financiers consolidés au 31 mars 2012 et pour l'exercice prenant fin à cette date. La préparation des états financiers consolidés pour l'exercice prenant fin le 31 mars 2012 selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) exige que la Société utilise des normes qui seront en vigueur au 31 mars 2012; celles-ci pourraient toutefois différer des méthodes que la Société a appliquées aux présents états financiers consolidés résumés intermédiaires. Des différences pourraient découler des nouvelles normes, dont la date d'entrée en vigueur est le 31 mars 2012 ou avant, qui seront publiées avant la préparation des états financiers consolidés annuels pour l'exercice prenant fin le 31 mars 2012. Auparavant, la Société dressait ses états financiers consolidés annuels et intermédiaires selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

Les états financiers consolidés ont été établis selon la comptabilité d'engagement et sont fondés sur le coût historique, sauf pour certains actifs non courants et instruments financiers qui ont été évalués à la juste valeur, comme il est prescrit par les méthodes comptables pertinentes.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités de la Société au 31 mars 2011 et pour l'exercice clos à cette date (les états financiers annuels 2011) et en tenant compte de l'information à fournir relative à la transition aux IFRS qui a été incluse aux notes 4 et 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités au 30 juin 2011 et pour le trimestre clos à cette date. Tous les termes définis utilisés dans les présentes sont conformes aux termes définis dans les états financiers annuels 2011.

Le conseil d'administration de la Société a autorisé la publication des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités le 8 février 2012.

NOTE 3. ADOPTION DE NOUVELLES NORMES ET INTERPRÉTATIONS ET DE NORMES ET INTERPRÉTATIONS RÉVISÉES**Instruments financiers**

En novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9). Cette norme remplacera l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39). L'IFRS 9 prescrit une seule approche pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, en lieu et place des nombreuses règles de l'IAS 39. L'approche de l'IFRS 9 est fondée sur le modèle économique que suit l'entité pour la gestion de ses instruments financiers et sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. La nouvelle norme exige également l'utilisation d'une méthode unique de dépréciation, remplaçant ainsi les multiples méthodes de dépréciation de l'IAS 39. L'IFRS 9 a pris effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

En octobre 2010, l'IASB a publié une version révisée de l'IFRS 9 (IFRS 9 R). La norme révisée contient des indications sur le classement et l'évaluation des passifs financiers. L'IFRS 9 R, qui annule et remplace l'IFRS 9, s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Son application anticipée est permise. Pour les exercices ouverts avant le 1^{er} janvier 2013, une entité peut choisir d'appliquer l'IFRS 9 R ou l'IFRS 9. L'IASB a publié un exposé-sondage de l'IFRS 9 R au cours de l'année civile 2011 afin d'en reporter la date d'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015. La société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'IFRS 9 ou de l'IFRS 9 R sur ses états financiers consolidés.

En décembre 2011, l'IASB a modifié les exigences comptables et les informations à fournir selon l'IAS 32, *Instruments financiers : Présentation* (IAS 32), et l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir* (IFRS 7). Selon ces modifications, des informations complémentaires devront être fournies relativement à la compensation des actifs financiers et des passifs financiers. Les modifications apportées à l'IFRS 7 entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, et les modifications de clarification de l'IAS 32 entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence des modifications sur ses états financiers consolidés.

Présentation des états financiers

L'IAS 1, *Présentation des états financiers* (IAS 1), a été modifiée par l'IASB en juin 2011 afin d'aligner avec les PCGR des États-Unis la présentation des autres éléments du résultat global. Ceux-ci devront être regroupés dans deux catégories, selon qu'ils sont susceptibles ou non d'être reclassés ultérieurement en résultat net. La possibilité de présenter un seul état du résultat global, ou encore deux états distincts du résultat net et du résultat global demeure. Les modifications à l'IAS 1 entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence des modifications sur ses états financiers consolidés.

Autres normes

L'IASB a en outre publié les normes suivantes en mai 2011. Ces normes s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, et l'adoption anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence qu'auront ces normes nouvelles et modifiées sur ses états financiers consolidés.

IFRS 10, États financiers consolidés (IFRS 10)

L'IFRS 10 remplace l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et l'Interprétation SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*. Cette norme présente un modèle unique de consolidation pour l'ensemble des entités fondé sur le contrôle, qui est défini selon que l'investisseur a 1) un pouvoir sur l'autre entité, 2) une exposition, ou des droits, à des rendements variables de cette autre entité, et 3) la capacité d'utiliser son pouvoir afin d'influencer les rendements de l'entité.

IFRS 11, Partenariats (IFRS 11)

L'IFRS 11 remplace l'IAS 31, *Participation dans des coentreprises*, et l'Interprétation SIC-13, *Entités contrôlées conjointement*. Cette norme distingue les partenariats selon qu'ils répondent à la définition d'entreprise commune ou de coentreprise. Une entreprise commune est un accord conjoint par lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint ont des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs. Dans le cadre d'une coentreprise, un coentrepreneur comptabilise sa quote-part des actifs, des passifs, des produits des activités ordinaires et des charges de la coentreprise. Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entreprise ont des droits sur les actifs nets de celle-ci. Les intérêts dans l'entreprise sont comptabilisés en appliquant la méthode de la mise en équivalence.

IFRS 12, Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités (IFRS 12)

L'IFRS 12 établit les informations à fournir relativement aux intérêts détenus dans d'autres entités, comme des partenariats, des entreprises associées, des entités ad hoc et des entités non consolidées.

IFRS 13, Évaluation de la juste valeur (IFRS 13)

L'IFRS 13 est une norme complète qui définit la juste valeur, établit un cadre unique selon les IFRS pour l'évaluation de la juste valeur et détermine les informations à fournir au sujet des évaluations de la juste valeur. Cette nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu à la vente d'un actif, ou versé au transfert d'un passif, dans le cadre d'une opération volontaire entre des participants au marché, à la date d'évaluation.

IAS 27, États financiers individuels (IAS 27) et IAS 28, Participations dans des entreprises associées et des coentreprises (IAS 28)

L'IASB a aussi modifié des normes existantes, notamment l'IAS 27 et l'IAS 28. L'IAS 27 porte sur la comptabilisation des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans des états financiers non consolidés. L'IAS 28 a été modifiée pour inclure les coentreprises dans son champ d'application et pour tenir compte des modifications apportées aux normes IFRS 10 à IFRS 13.

NOTE 4. PREMIÈRE APPLICATION DES IFRS

Conformément à la décision prise par le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada, la Société a adopté les IFRS en date du 1^{er} avril 2011. La Société a choisi comme date de transition le 1^{er} avril 2010 et elle a préparé son état de la situation financière consolidé d'ouverture en IFRS à cette date. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été préparés selon les méthodes comptables décrites à la note 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société au 30 juin 2011 et pour le trimestre clos à cette date.

Pour toutes les périodes jusqu'à l'exercice clos le 31 mars 2011 inclusivement, les états financiers de la Société ont été préparés conformément aux PCGR du Canada. Par conséquent, la Société préparera pour la première fois selon les IFRS ses états financiers consolidés annuels de l'exercice prenant fin le 31 mars 2012.

La Société a préparé son état de la situation financière consolidé d'ouverture en IFRS à la date de transition conformément aux dispositions de l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière* (IFRS 1). Il existe certaines différences entre les PCGR du Canada et les IFRS en ce qui a trait à la comptabilisation de transactions ou événements avant la date de transition aux IFRS, ce qui donne lieu à des ajustements qui peuvent avoir une incidence sur l'état de la situation financière d'ouverture en IFRS. Comme le prescrit l'IFRS 1, ces ajustements sont comptabilisés directement dans les résultats non distribués au 1^{er} avril 2010. De façon générale, les IFRS doivent être appliquées de manière rétrospective, mais l'IFRS 1 prévoit certaines exceptions obligatoires et autres exemptions.

Les notes complémentaires fournissent des renseignements sur les principaux ajustements effectués par la Société lors du redressement de ses capitaux propres, résultat net et résultat global établis selon les PCGR du Canada pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 décembre 2010.

Exemptions appliquées

L'IFRS 1 permet aux sociétés qui appliquent les IFRS pour la première fois de se prévaloir de certaines exemptions à l'application rétrospective de certaines IFRS au moment de la transition. La Société s'est prévaluée des exemptions suivantes pour son état de la situation financière consolidé d'ouverture en date du 1^{er} avril 2010 :

- Regroupements d'entreprises – L'IFRS 1 prévoit qu'à la première application des IFRS, une société peut décider de ne pas appliquer l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (IFRS 3), de manière rétrospective aux regroupements survenus avant la date de transition. La Société a appliqué l'IFRS 3 pour l'acquisition de Genuity et de The Balloch Group Limited (TBG) pour l'exercice clos le 31 mars 2011. Par conséquent, la société a appliqué l'IFRS 3 pour tous les regroupements d'entreprises survenus après le 1^{er} avril 2010. La Société s'est prévaluée de cette exemption pour toutes les acquisitions qui sont survenues avant le 1^{er} avril 2010.
- Montant cumulé des différences de conversion – L'IFRS 1 permet à une société qui applique les IFRS pour la première fois de ne pas se conformer aux dispositions de l'IAS 21, *Effets des variations des cours des monnaies étrangères* (IAS 21), pour ce qui est du montant cumulé des différences de conversion qui existaient à la date de transition aux IFRS. La Société a choisi de se prévaloir de cette exemption et a ramené à zéro le montant cumulé des différences de conversion et a ajusté les résultats non distribués du même montant à la date de la transition aux IFRS.
- Paiement fondé sur des actions – L'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions* (IFRS 2), n'a pas été appliquée aux paiements fondés sur des actions consentis avant le 7 novembre 2002 ni à ceux consentis après cette date et dont les droits ont été acquis avant le 1^{er} avril 2010.
- Contrats de location – L'IFRS 1 offre à une société qui applique les IFRS pour la première fois l'option de déterminer si un accord existant à la date de transition aux IFRS contient un contrat de location sur la base des faits et des circonstances existant à cette date. La Société a choisi d'utiliser l'information à la date de transition pour déterminer si un accord contient un contrat de location. Ce choix n'a pas eu d'incidence sur la comptabilisation des contrats de location de la Société.

Estimations

Les estimations à la date de transition sont conformes à celles faites antérieurement conformément aux PCGR du Canada, sauf si nécessaire pour refléter toute différence entre les méthodes comptables.

Rapprochement de la situation financière présentée selon les PCGR du Canada et les IFRS

Rapprochement de la situation financière de la Société au 31 décembre 2010 :

Notes	PCGR du Canada	Paiements à base d'actions	Change	Instruments financiers	Provisions	Impôts sur le résultat	IFRS
		A	B	C	D	E	
ACTIF							
Actifs courants							
Trésorerie et équivalents							
de trésorerie	713 117 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	713 117 \$
Titres détenus	1 098 154	—	—	—	—	—	1 098 154
Créances clients	2 383 057	—	—	—	—	—	2 383 057
Impôts futurs	16 473	—	—	—	—	(16 473)	—
Total des actifs courants	4 210 801	—	—	—	—	(16 473)	4 194 328
Actifs d'impôt différé	—	—	—	—	—	1 034	1 034
Placement	5 000	—	—	1 732	—	—	6 732
Matériel et aménagements							
des locaux loués	36 860	—	—	—	—	—	36 860
Immobilisations incorporelles	74 854	—	—	—	—	—	74 854
Goodwill	242 074	—	—	—	—	—	242 074
	4 569 589 \$	— \$	— \$	1 732 \$	— \$	(15 439) \$	4 555 882 \$
PASSIF							
Passifs courants							
Dette bancaire	34 914 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	34 914 \$
Titres vendus à découvert	853 869	—	—	—	—	—	853 869
Dettes fournisseurs et charges à payer	2 910 424	—	—	—	(5 775)	—	2 904 649
Provisions	—	—	—	—	5 775	—	5 775
Impôts sur le résultat à payer	8 668	—	—	—	—	—	8 668
Dette subordonnée	15 000	—	—	—	—	—	15 000
Total des passifs courants	3 822 875	—	—	—	—	—	3 822 875
Passifs d'impôt différé	23 120	—	—	—	—	(14 837)	8 283
	3 845 995	—	—	—	—	(14 837)	3 831 158
CAPITAUX PROPRES							
Actions ordinaires	464 520	—	—	—	—	—	464 520
Surplus d'apport	55 102	(735)	—	—	—	—	54 367
Résultats non distribués	238 569	735	(35 304)	—	—	(171)	203 829
Cumul des autres éléments du résultat global	(34 597)	—	35 304	1 732	—	(431)	2 008
Total des capitaux propres	723 594	—	—	1 732	—	(602)	724 724
	4 569 589 \$	— \$	— \$	1 732 \$	— \$	(15 439) \$	4 555 882 \$

Rapprochement du résultat net et du résultat (étendu) global présentés selon les PCGR du Canada et les IFRS

Le tableau qui suit fait le rapprochement du résultat net et du résultat étendu de la Société présentés selon les PCGR du Canada avec son résultat net et son résultat global selon les IFRS pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 décembre 2010.

	Notes	Période de trois mois close le 31 décembre 2010			Période de neuf mois close le 31 décembre 2010		
		PCGR du Canada	Incidence de la transition	IFRS	PCGR du Canada	Incidence de la transition	IFRS
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES							
Commissions		87 433 \$	— \$	87 433 \$	212 691 \$	— \$	212 691 \$
Financement de sociétés		116 716	—	116 716	223 853	—	223 853
Honoraires de consultation		25 276	—	25 276	59 212	—	59 212
Négociation à titre de contrepartiste		10 658	—	10 658	26 213	—	26 213
Intérêts		7 753	—	7 753	16 333	—	16 333
Divers		6 998	—	6 998	17 734	—	17 734
		254 834	—	254 834	556 036	—	556 036
CHARGES							
Rémunération au rendement	A	127 033	(393)	126 640	271 947	(2 284)	269 663
Salaires et avantages du personnel		14 739	—	14 739	46 877	—	46 877
Frais de négociation		7 937	—	7 937	22 883	—	22 883
Locaux et matériel		7 077	—	7 077	19 755	—	19 755
Communications et technologie		6 111	—	6 111	19 159	—	19 159
Intérêts		3 037	—	3 037	5 326	—	5 326
Charges d'administration		17 049	—	17 049	48 830	—	48 830
Amortissement		2 786	—	2 786	9 776	—	9 776
Frais de développement	A	5 819	(27)	5 792	16 075	796	16 871
Frais connexes à l'acquisition		1 750	—	1 750	12 740	—	12 740
		193 338	(420)	192 918	473 368	(1 488)	471 880
Résultat avant impôts sur le résultat		61 496	420	61 916	82 668	1 488	84 156
Impôts sur le résultat (recouvrement)							
Exigibles		18 211	—	18 211	24 091	—	24 091
Différés	E	581	127	708	1 287	358	1 645
		18 792	127	18 919	25 378	358	25 736
Résultat net		42 704 \$	293 \$	42 997 \$	57 290 \$	1 130 \$	58 420 \$
Autres éléments du résultat global net des impôts et des taxes		(3 683)	—	(3 683)	707	—	707
Résultat global		39 021 \$	293 \$	39 314 \$	57 997 \$	1 130 \$	59 127 \$

Notes au rapprochement de la situation financière au 31 décembre 2010 et aux rapprochements du résultat net et du résultat (étendu) global pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 décembre 2010*A. Paiements fondés sur des actions*

En vertu des PCGR du Canada, la Société avait l'option de comptabiliser les extinctions des paiements fondés sur des actions lorsqu'elles se produisaient ou d'estimer un taux d'extinction à la comptabilisation initiale. Selon l'ancienne convention comptable, la Société comptabilisait les extinctions lorsqu'elles se produisaient. Selon les IFRS, un taux d'extinction doit être estimé à la comptabilisation initiale. Par suite de la transition, la Société a établi un taux d'extinction fondé sur des données historiques et a calculé l'incidence sur l'amortissement de tous les paiements fondés sur des actions.

Selon les PCGR du Canada, les paiements fondés sur des actions pouvaient être amortis selon une méthode d'amortissement linéaire ou graduelle dans le cas des attributions dont les droits sont acquis de façon graduelle. Selon les IFRS, ces attributions doivent être amorties selon la méthode d'amortissement graduelle.

B. Change

La Société a choisi de se prévaloir de l'exemption de se conformer aux dispositions de l'IAS 21, *Effets des variations des cours des monnaies étrangères*, pour ce qui est du montant cumulé des différences de conversion qui existaient à la date de transition aux IFRS. Par conséquent, la Société a éliminé le montant cumulé des différences de conversion de 35,3 millions de dollars et a ajusté les résultats non distribués du montant correspondant à la date de transition aux IFRS.

C. Instruments financiers

Les actifs financiers sans prix coté sur un marché qui sont classés comme disponibles à la vente sont comptabilisés au coût selon les PCGR du Canada. Toutefois, selon les IFRS, les actifs financiers sans prix coté sur un marché qui sont classés comme disponibles à la vente sont comptabilisés à la juste valeur, à moins que celle-ci ne puisse être mesurée de façon fiable. Selon les PCGR du Canada, l'investissement de la Société dans le système de négociation parallèle Alpha est désigné disponible à la vente et est comptabilisé au coût. Selon les IFRS, l'investissement doit être comptabilisé à la juste valeur, à moins que celle-ci ne puisse être mesurée de façon fiable, et les profits et les pertes latents doivent être comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. La direction a établi qu'une évaluation fiable de la juste valeur peut être effectuée, et le rajustement à la juste valeur a été comptabilisé en conséquence.

D. Provisions

Selon les PCGR du Canada, la Société comptabilisait les montants liés aux passifs éventuels, qui sont inclus dans les dettes fournisseurs et charges à payer, conformément aux critères de comptabilisation applicables. Ces montants seraient considérés comme des provisions selon les IFRS et doivent être présentés séparément à l'état de la situation financière consolidé. Selon les IFRS, il faut également que les provisions courantes soient séparées des provisions non courantes.

E. Impôts sur le résultat

Aucune différence importante n'a été relevée dans la méthode de calcul des provisions pour l'impôt exigible et l'impôt différé. Les divers ajustements transitionnels décrits ci-dessus entraînent des ajustements de la valeur comptable des comptes correspondants qui donnent lieu à des différences temporelles ajustées. Par suite du passage aux IFRS, la Société a recalculé le passif d'impôt différé à partir des soldes révisés à l'aide d'un taux d'impôt de 24,9 %. De plus, selon les IFRS, l'impôt différé doit être classé comme non exigible tandis qu'il était classé comme exigible ou non exigible selon la nature des différences temporelles selon les PCGR du Canada.

Selon les IFRS, les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser un actif d'impôt exigible et un passif d'impôt exigible et lorsque l'actif et le passif d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale auprès de la même entité imposable.

F. Ajustements importants au tableau des flux de trésorerie

Il n'y a pas eu d'incidence importante sur la présentation du tableau des flux de trésorerie consolidé de la Société pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2010. Les ajustements comprennent les incidences sur le résultat global et les éléments opérationnels sans effet de trésorerie du fait des ajustements liés à la transition décrits ci-dessus.

NOTE 5. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités doivent être lus avec les méthodes comptables présentées aux notes 2 et 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société au 30 juin 2011 et pour le trimestre clos à cette date. Au 1^{er} novembre 2011, la Société a appliqué l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels* (IAS 27), à son acquisition de la participation de 50 % dans BGF, comme il est indiqué ci-dessous et à la note 10. La section qui suit donne aussi des renseignements additionnels sur la comptabilisation des produits tirés des commissions.

Consolidation

Les présents états financiers consolidés ont été préparés selon les IFRS. Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Société, de ses filiales et des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) dont la Société ou une de ses filiales est le principal bénéficiaire.

Selon l'IAS 27, les résultats opérationnels d'une filiale doivent être consolidés si la Société acquiert le contrôle de la filiale. Le contrôle est présumé exister lorsqu'une entité détient plus de la moitié des actions avec droit de vote. Dans une situation où la société mère ne détient pas une majorité des droits de vote, le contrôle existe lorsque celle-ci dispose du pouvoir sur plus de la moitié des droits de vote en vertu d'un accord avec d'autres investisseurs, du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité en vertu d'un texte réglementaire ou d'un contrat, du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent, si le contrôle de l'entité est exercé par ce conseil ou cet organe, ou du pouvoir de réunir la majorité des droits de vote dans les réunions du conseil d'administration.

La Société a acquis une participation de 50 % dans BGF (note 10), qui a été renommée Canaccord BGF après la date d'acquisition. Bien qu'elle ne détienne pas plus de la moitié des actions avec droit de vote, la Société a évalué sa relation avec les autres actionnaires et a établi qu'elle répondait à un nombre suffisant de conditions prescrites par l'IAS 27 pour procéder à la consolidation. La situation financière, les résultats opérationnels et les flux de trésorerie de Canaccord BGF ont donc été consolidés. La Société a aussi comptabilisé une participation ne donnant pas le contrôle de 50 % représentant la portion de l'actif net identifiable de Canaccord BGF qui n'est pas contrôlée par la Société. À la date d'acquisition, la participation ne donnant pas le contrôle a été établie au moyen de la méthode de la consolidation proportionnelle.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Les produits tirés des commissions comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission, qui sont comptabilisés à la date de transaction, et ceux générés par la vente de produits et services tarifés, qui sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les valeurs achetées aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés dans les produits des commissions. Les pertes de facilitation pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 décembre 2011 ont totalisé 6,4 millions \$ et 26,5 millions \$ (2,8 millions \$ et 17,4 millions \$ au 31 décembre 2010).

NOTE 6. TITRES DÉTENUS ET TITRES VENDUS À DÉCOUVERT

	31 décembre 2011		31 mars 2011	
	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	1 019 372 \$	939 998 \$	816 363 \$	689 509 \$
Actions et débetures convertibles	81 098	12 752	130 822	33 104
	1 100 470 \$	952 750 \$	947 185 \$	722 613 \$

Au 31 décembre 2011, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2012 à 2060 (de 2011 à 2060 au 31 mars 2011) et portaient intérêt à des taux allant de 0,50 % à 13,50 % (de 0,50 % à 14,00 % au 31 mars 2011).

NOTE 7. INSTRUMENTS FINANCIERS

Une hiérarchie des justes valeurs qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations de la juste valeur de divers instruments financiers est présentée ci-dessous. La hiérarchie se compose des niveaux suivants : le niveau 1 fait appel à des données fondées sur les cours; le niveau 2, à des données observables autres que les cours; et le niveau 3, à des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

	31 décembre 2011	Juste valeur estimative		
		31 décembre 2011		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	700 914 \$	700 914 \$	— \$	— \$
Titres détenus ¹	1 100 470	1 093 999	5 913	558
Placement	5 934	—	—	5 934
Titres vendus à découvert	952 750	952 750	—	—

¹ Les titres détenus comprennent des bons de souscription de courtiers de 5 913 \$ et un placement dans des titres de papier commercial adossé à des actifs (PCAA) de 558 \$.

	31 mars 2011	Juste valeur estimative		
		31 mars 2011		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	954 068 \$	954 068 \$	— \$	— \$
Titres détenus ¹	947 185	932 073	14 321	791
Placement	5 934	—	—	5 934
Titres vendus à découvert	722 613	722 613	—	—

¹ Les titres détenus comprennent des bons de souscription de courtiers de 14 321 \$ et un placement dans des titres de PCAA de 791 \$.

Prêt et emprunt de titres

	Trésorerie		Titres	
	Prêtés ou livrés en garantie	Empruntés ou reçus en garantie	Prêtés ou livrés en garantie	Empruntés ou reçus en garantie
31 décembre 2011	89 543 \$	59 803 \$	58 071 \$	88 622 \$
31 mars 2011	117 187	51 364	52 075	119 295

Les activités de prêt et d'emprunt de titres sont incluses dans les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs et charges à payer à l'état de la situation financière.

NOTE 8. CRÉANCES CLIENTS ET DETTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

Créances clients

	31 décembre 2011	31 mars 2011
Courtiers en valeurs mobilières	1 319 238 \$	1 426 005 \$
Clients	315 572	789 896
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	508 550	553 802
Divers	72 088	59 109
	2 215 448 \$	2 828 812 \$

Dettes fournisseurs et charges à payer

	31 décembre 2011	31 mars 2011
Courtiers en valeurs mobilières	1 490 194 \$	1 649 601 \$
Clients	978 407	1 642 532
Divers	113 810	258 991
	2 582 411 \$	3 551 124 \$

Les montants à payer à des courtiers et à recevoir de ceux-ci comprennent les soldes des opérations de prise en pension et de mise en pension de titres, les titres prêtés et empruntés ainsi que les soldes liés aux contreparties des courtiers.

Les achats de titres des clients se font en trésorerie ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Les montants des prêts aux clients sont limités par les règlements sur les marges de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) et d'autres organismes de réglementation, et sont soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les sommes à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de la transaction de négociation. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les sommes dues aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 6,00 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 décembre 2011, et respectivement de 6,00 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 mars 2011).

Au 31 décembre 2011, la provision pour créances douteuses était de 13,1 millions \$ (12,0 millions \$ au 31 mars 2011).

NOTE 9. PLACEMENT

	31 décembre 2011	31 mars 2011
Disponible à la vente	5 934 \$	5 934 \$

La Société a investi 5,0 millions \$ dans une société en commandite dans le cadre de son initiative visant la mise en place d'un système de négociation parallèle Alpha. Le placement est comptabilisé à la juste valeur, calculée selon une approche axée sur le marché.

NOTE 10. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

ij) BGF Capital Group Pty Ltd

Le 31 juillet 2011, la Société a annoncé la conclusion d'une entente définitive visant l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF Capital Group Pty Ltd, société indépendante offrant des services de financement de sociétés située en Australie et comptant des bureaux à Melbourne, à Sydney et à Hong Kong. L'opération a été réalisée le 1^{er} novembre 2011 moyennant une contrepartie composée de 623 796 actions ordinaires de Canaccord d'une valeur de 5,7 millions \$ (5,5 millions \$ AU) et d'un montant en trésorerie de 36,5 millions \$ (34,7 millions \$ AU). Les actions émises ont une valeur de 9,20 \$ l'action ordinaire selon le cours de clôture au 1^{er} novembre 2011, soit la date de clôture de l'opération, conformément à l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (IFRS 3). La totalité des actions ordinaires de Canaccord émises en contrepartie partielle du prix d'achat ont été placées en main tierce à la réalisation et seront libérées au prorata sur cinq ans. Par suite de la réalisation de l'opération, BGF a été renommée Canaccord BGF.

La convention d'achat octroie à la Société une option d'achat de la participation de 50 % restante dans BGF. L'option pourra être exercée par la Société sur une période de trois mois débutant le 1^{er} novembre 2016 à un prix devant être fixé à ce moment-là selon les profits réalisés par Canaccord BGF, comme il est stipulé dans la convention d'achat. Le prix de l'option étant prévu se rapprocher de la juste valeur de marché au moment de l'exercice, la valeur de cette option d'achat est négligeable.

Cette opération a été comptabilisée conformément à l'IFRS 3, selon la méthode d'acquisition. Les coûts passés en charges dans le cadre de cette opération ont totalisé 1,4 million \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011. Ils comprennent essentiellement des honoraires professionnels et de consultation.

Le prix d'acquisition, soit la juste valeur de la contrepartie versée à la date de l'acquisition, et la juste valeur de l'actif net acquis à la date de l'acquisition sont comme suit :

Contrepartie versée

Trésorerie	36 497 \$
Actions ordinaires émises (623 796 actions à 9,20 \$ l'action)	5 739
	42 236 \$

Actif net acquis

Immobilisations corporelles nettes	26 798 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(19 019)
Immobilisations incorporelles identifiables	16 205
Passif d'impôt différé	(4 861)
Goodwill	23 113
	42 236 \$

La juste valeur des immobilisations corporelles nettes de BGF s'est inscrite à 26,8 millions \$, y compris des créances clients de 0,6 million \$. Des participations ne donnant pas le contrôle de 19,0 millions \$ ont aussi été comptabilisées, représentant la participation de 50 % dans l'actif net identifiable de BGF non contrôlée par la Société à la date d'acquisition. Des immobilisations incorporelles identifiables de 16,2 millions \$, comprenant des marques, des relations clients, un carnet de commandes, des ententes de non-concurrence et des permis de négociation, ont été comptabilisées (note 11). Le goodwill de 23,1 millions \$ représente la valeur des synergies attendues de l'acquisition. Le goodwill n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

L'apport de Canaccord BGF aux produits des activités ordinaires et au résultat net a été négligeable depuis la date d'acquisition du 1^{er} novembre 2011.

Les montants ci-dessus sont des estimations qui ont été faites par la direction au moment de la préparation des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et qui reposent sur les renseignements qui sont à sa disposition. Ces montants peuvent être modifiés à mesure que les valeurs faisant l'objet d'estimations sont établies de manière définitive.

Selon l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, la Société a consolidé la situation financière, les résultats opérationnels et les flux de trésorerie de Canaccord BGF pour la période ouverte à compter du 1^{er} novembre 2011 et a inscrit une participation ne donnant pas le contrôle de 50 % représentant la portion de l'actif net identifiable de Canaccord BGF qui n'est pas contrôlée par la Société.

ii) Collins Stewart Hawkpoint plc

Le 15 décembre 2011, la Société a annoncé la soumission d'une offre visant l'acquisition de la totalité de Collins Stewart Hawkpoint plc (Collins Stewart Hawkpoint), société indépendante de financement de sociétés dont le siège social se trouve au Royaume-Uni et qui exerce des activités en Europe, aux États-Unis et à Singapour. La Société a offert 0,96 £ par action de Collins Stewart Hawkpoint, soit environ 253,3 millions £, afin d'acquérir la totalité du capital social émis de Collins Stewart Hawkpoint. Le total du coût final du projet d'acquisition dépend en partie du cours de l'action de Canaccord à la date de l'acquisition. Le paiement du prix de l'offre sera effectué au comptant dans une proportion de 60 % et en actions ordinaires de Financière Canaccord Inc. dans une proportion de 40 %. La contrepartie au comptant à payer selon les modalités de l'offre sera financée au moyen d'emprunts sur une facilité de crédit à court terme consentie en vertu d'une convention de crédit garantie de premier rang d'un montant de 150 millions \$ et des ressources de trésorerie disponibles de la Société. La facilité de crédit est conditionnelle à la clôture de cette transaction.

Le total des frais connexes aux acquisitions que la Société devrait engager dans le cadre du projet d'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint est estimé à environ 10,0 millions \$, plus les taxes applicables. Ces frais se composent principalement d'honoraires professionnels et de consultation ainsi que de charges liées à la facilité de crédit à court terme. Le total des frais passés en charges pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011 s'est inscrit à 2,7 millions \$ et se compose principalement d'honoraires professionnels et de consultation. En plus des frais connexes aux acquisitions qui avaient été engagés au 31 décembre 2011, la Société s'attend à comptabiliser des éléments de charges importants additionnels dans le cadre de la clôture de l'acquisition ainsi que d'autres dépenses liées à l'intégration des activités des divisions que la Société et Collins Stewart Hawkpoint ont en commun.

Il est prévu que l'acquisition sera mise en œuvre par la voie d'un plan d'arrangement homologué par le tribunal en vertu de la *Companies Act* du Royaume-Uni. Sous réserve de l'approbation des actionnaires de Collins Stewart Hawkpoint et de l'obtention des autorisations officielles de la Financial Services Authority du Royaume-Uni, de l'Autorité monétaire de Singapour et de certains autres organismes de réglementation, la Société croit que l'audience relative à l'approbation du plan et aux questions connexes aura lieu les 16 mars 2012 et 21 mars 2012, et que l'acquisition se clôturera («entrée en vigueur du plan») à 8 h, heure de Londres, le 22 mars 2012. D'autres annonces seront faites si ces dates changent.

Canaccord prévoit mettre en place un programme de fidélisation de 15 millions £ en titres de participation de Canaccord pour les membres du personnel clés de Collins Stewart Hawkpoint une fois l'offre close. Aucune discussion n'a eu lieu à cette étape relativement aux modalités de ce programme ou à la manière dont il sera réparti.

NOTE 11. GOODWILL ET AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Immobilisations incorporelles identifiables						Total
	Goodwill	Marques	Relations clients	Carnet de commandes	Ententes de non-concurrence	Permis de négociation	
Montant brut							
Solde au 1 ^{er} avril 2010	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$
Ajouts – Genuity	242 074	44 930	25 450	1 633	7 037	—	79 050
Ajouts – TBG	3 183	—	—	—	—	—	—
Dépréciation	—	—	—	—	—	—	—
Solde au 31 mars 2011	245 257	44 930	25 450	1 633	7 037	—	79 050
Ajouts – BGF	23 113	494	7 009	994	7 508	200	16 205
Dépréciation	—	—	—	—	—	—	—
Change	(173)	(2)	(52)	(7)	(56)	(2)	(119)
Solde au 31 décembre 2011	268 197	45 422	32 407	2 620	14 489	198	95 136
Amortissement cumulé							
Solde au 1 ^{er} avril 2010	—	—	—	—	—	—	—
Pour l'exercice clos le 31 mars 2011							
Amortissement	—	—	(2 172)	(1 633)	(1 322)	—	(5 127)
Dépréciation	—	—	—	—	—	—	—
Solde au 31 mars 2011	—	—	(2 172)	(1 633)	(1 322)	—	(5 127)
Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011							
Amortissement	—	(81)	(2 244)	(116)	(1 188)	—	(3 629)
Dépréciation	—	—	—	—	—	—	—
Solde au 31 décembre 2011	—	(81)	(4 416)	(1 749)	(2 510)	—	(8 756)
Valeur comptable nette							
31 mars 2011	245 257	44 930	23 278	—	5 715	—	73 923
31 décembre 2011	268 197	45 341	27 991	871	11 979	198	86 380

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition d'une participation de 50 % de BGF correspondent aux valeurs attribuées à l'égard des marques, des relations clients, du carnet de commandes et des ententes de non-concurrence qui ont une durée déterminée et qui sont amorties d'une manière linéaire sur leur durée d'utilité estimative. Les périodes d'amortissement estimatives de ces immobilisations incorporelles amortissables sont comme suit :

- Marques 1 an
- Relations clients 5 ans
- Carnet de commandes 1 an
- Ententes de non-concurrence 10 ans

Les permis de négociation acquis dans le cadre de l'acquisition d'une participation de 50 % dans BGF sont considérés comme ayant une durée de vie indéfinie du fait qu'ils devraient offrir à la Société des avantages sur une période continue.

L'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisé au compte de résultat dans la dotation aux amortissements.

Test de dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéfinie

Aux fins des tests de dépréciation, le goodwill et les marques acquis dans le cadre de l'acquisition de Genuity ont été attribués à la division canadienne de l'unité génératrice de trésorerie Canaccord Genuity. Aux fins des tests de dépréciation, le goodwill acquis dans le cadre de l'acquisition de TBG et la participation de 50 % dans BGF ont été attribués aux autres établissements à l'étranger de l'unité génératrice de trésorerie Canaccord Genuity.

Il y a dépréciation lorsque la valeur comptable d'un actif dépasse sa valeur recouvrable. La Société évalue à chaque date de clôture s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. En présence d'un tel indice, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. Lorsque la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable.

Aucun changement de situation ni aucun événement n'indiquait que la valeur comptable du goodwill et des immobilisations incorporelles avait été dépréciée au 31 décembre 2011. Par conséquent, aucun test de dépréciation intermédiaire n'a été effectué. Le test de dépréciation annuel du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée sera effectué le 31 mars 2012, en supposant qu'aucun changement de situation ni événement n'exigera que le test de dépréciation soit devancé.

NOTE 12. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôts sur le résultat de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'impôt fédéral et provincial combiné ou le taux d'impôt de l'État du fait des éléments qui suivent :

	Pour les périodes de trois mois closes les		Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre 2011	31 décembre 2010	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Impôts sur le résultat au taux prévu par la loi (25,7 % à l'exercice 2012; 27,8 % à l'exercice 2011)	1 303 \$	17 254 \$	3 575 \$	23 396 \$
Différence des taux d'impôt des administrations étrangères	(519)	463	(468)	414
Éléments non déductibles influant sur le calcul du revenu imposable	851	913	2 184	1 825
Variation de l'estimation des valeurs comptables et fiscales	(42)	2 520	(1 565)	3 569
Variation de l'actif d'impôt différé – période de résorption des différences temporelles	7	36	(648)	293
Pertes fiscales et autres différences temporelles non comptabilisées (pertes fiscales de l'exercice précédent comptabilisées au moment de l'utilisation)	936	(2 267)	394	(3 761)
Charge d'impôts sur le résultat – exigible et différée	2 536 \$	18 919 \$	3 472 \$	25 736 \$

NOTE 13. ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Le 15 avril 2011, les actionnaires de la Société ont approuvé des modifications à ses statuts constitutifs afin de modifier le capital autorisé de la Société en créant une catégorie additionnelle d'actions privilégiées. La Société a un nombre illimité d'actions privilégiées autorisées sans valeur nominale.

Le 23 juin 2011, la Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série A à taux rajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série A) à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 100 millions \$. Le 7 juillet 2011, la Société a annoncé la clôture de l'option de surallocation et a émis 540 000 actions privilégiées de série A supplémentaires au prix de 25,00 \$ par action pour un produit brut de 13,5 millions \$.

Le produit net total après déduction des frais d'émission, net des impôts différés de 1,0 million \$, s'est élevé à 110,8 millions \$. Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 5,5 % pour la période initiale de cinq ans prenant fin le 30 septembre 2016. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans majoré de 3,21 %.

Les porteurs d'actions privilégiées de série A ont le droit, à leur gré, de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (les «actions privilégiées de série B»), sous réserve de certaines conditions, le 30 septembre 2016 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Les porteurs d'actions privilégiées de série B auront le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

La Société a l'option de racheter les actions privilégiées de série A le 30 septembre 2016 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés. Les actions privilégiées de série B sont rachetables au gré de la Société le 30 septembre 2021 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés.

NOTE 14. ACTIONS ORDINAIRES

	31 décembre 2011		31 mars 2011	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Émis et entièrement libéré	541 076 \$	83 412 456	533 876 \$	82 809 623
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(33 562)	(4 931 379)	(36 018)	(4 501 992)
Actions détenues dans le cadre du RILT	(41 219)	(3 482 087)	(30 808)	(2 903 991)
	466 295 \$	74 998 990	467 050 \$	75 403 640

i] Autorisé

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

ii] Émis et entièrement libéré

	Nombre d'actions	Montant
Solde au 1 ^{er} avril 2010	55 571 133	254 553 \$
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de Genuity	26 500 000	271 900
Actions émises dans le cadre des régimes de paiement fondé sur des actions (note 16)	823 144	7 969
Actions annulées	(84 654)	(546)
Solde au 31 mars 2011	82 809 623	533 876
Actions émises dans le cadre des régimes de paiement fondé sur des actions (note 16)	688 085	6 282
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de BGF (note 10)	623 796	5 739
Actions annulées en raison d'actions placées en main tierce auxquelles il a été renoncé	(59 048)	(606)
Actions annulées dans le cadre d'une OPRCNA	(650 000)	(4 215)
Solde au 31 décembre 2011	83 412 456	541 076 \$

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, la Société a annulé 59 048 actions placées en main tierce qui avaient été émises dans le cadre de l'acquisition de Genuity.

La Société a déposé un avis d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) afin de permettre l'achat d'un maximum de 2 000 000 de ses actions ordinaires par l'entremise du TSX du 13 juin 2011 au 12 juin 2012. L'achat d'actions ordinaires dans le cadre de l'OPRCNA permettra à la Société d'acquiescer des actions aux fins d'annulation. Les actions qui peuvent être rachetées représentent 2,4 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Dans le cadre de l'OPRCNA, la Société a racheté 650 000 actions entre le 13 juin 2011 et le 31 décembre 2011, lesquelles ont été annulées par la suite.

iii] Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires

La Société offre aux employés des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires. Le solde des droits non acquis des prêts-subventions est présenté en réduction du capital social.

Les prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires sont amortis sur la durée d'acquisition des droits. La différence entre les valeurs non acquises et les valeurs non amorties est incluse dans le surplus d'apport.

iv] Résultat par action

	Pour les périodes de trois mois closes les		Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre 2011	31 décembre 2010	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Résultat de base par action ordinaire				
Résultat net attribuable aux actionnaires de Financière Canaccord Inc.	3 026 \$	42 997 \$	10 943 \$	58 420 \$
Dividendes sur actions privilégiées, compte tenu de l'incidence fiscale connexe	(1 818)	—	(3 708)	—
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 208	42 997	7 235	58 420
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	75 220 878	74 946 677	74 523 387	72 356 918
Résultat de base par action	0,02 \$	0,57 \$	0,10 \$	0,81 \$
Résultat dilué par action ordinaire				
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 208 \$	42 997 \$	7 235 \$	58 420 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	75 220 878	74 946 677	74 523 387	72 356 918
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis (nombre)	4 931 379	4 532 119	4 931 379	4 532 119
Effet dilutif des options sur actions (nombre)	27 906	513 037	382 412	281 616
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par la fiducie pour les avantages du personnel (nombre) (note 16)	3 489 591	3 119 878	3 825 271	3 390 224
Effet dilutif de l'engagement à l'égard de l'émission d'actions dans le cadre du RILT (nombre) (note 16)	151 946	531 264	668 245	380 729
Nombre moyen pondéré rajusté d'actions ordinaires	83 821 700	83 642 975	84 330 694	80 941 606
Résultat dilué par action ordinaire	0,01 \$	0,51 \$	0,09 \$	0,72 \$

NOTE 15. DIVIDENDES**Dividendes sur actions ordinaires**

La Société a déclaré les dividendes sur actions ordinaires suivants pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011 :

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action ordinaire	Montant total de dividende
3 juin 2011	15 juin 2011	0,10 \$	8 416 \$
26 août 2011	15 septembre 2011	0,10 \$	8 332 \$
2 décembre 2011	15 décembre 2011	0,10 \$	8 406 \$

Le 8 février 2012, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,10 \$ par action ordinaire payable le 15 mars 2012 aux actionnaires ordinaires inscrits le 2 mars 2012 (note 21).

Dividendes sur actions privilégiées

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action privilégiée	Montant total de dividende
16 septembre 2011	30 septembre 2011	0,37295 \$	1 693 \$
16 décembre 2011	3 janvier 2012	0,34375 \$	1 561 \$

Le 8 février 2012, le conseil a également approuvé un dividende en espèces de 0,34375 \$ par action privilégiée de série A payable le 2 avril 2012 aux actionnaires inscrits le 16 mars 2012 (note 21).

NOTE 16. RÉGIMES DE PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS**i] Options sur actions**

La Société attribue des options sur actions ordinaires de la Société à des administrateurs indépendants et à des hauts dirigeants. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées à des administrateurs indépendants s'acquiescent sur une période de quatre ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution ou 30 jours après que le participant cesse d'être administrateur. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées à des hauts dirigeants s'acquiescent sur une période de cinq ans et arrivent à échéance à la première des éventualités suivantes à survenir : a) sept ans à partir de la date d'attribution; b) trois ans après le décès du porteur de l'option ou de tout autre événement mettant fin à son emploi; c) après l'annulation des actions visées par l'option du porteur dont les droits ne sont pas encore acquis, quelle qu'en soit la raison (à l'exception d'une retraite anticipée, mais y compris

une démission sans qu'une entente de sortie officielle ne soit conclue ainsi qu'un licenciement motivé); ou d) en cas de retraite anticipée, après qu'il a été établi que le porteur de l'option a livré concurrence à la Société ou a violé des obligations de non-concurrence, de non-sollicitation ou de non-divulgateion. Le prix d'exercice est fondé sur la juste valeur du marché des actions ordinaires à la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions était de 9,83 \$ au 31 décembre 2011.

Le tableau qui suit présente un sommaire des options sur actions de la Société au 31 décembre 2011, et des variations survenues au cours des périodes closes à ces dates :

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au 1 ^{er} avril 2010	2 449 993	9,91 \$
Attribuées	150 000	8,39
Exercées	(58 659)	9,47
Solde au 31 mars 2011	2 541 334	9,82
Attribuées	—	—
Exercées	(58 659)	(9,47)
Solde au 31 décembre 2011	2 482 675	9,83 \$

Le tableau suivant présente le sommaire des options sur actions en cours au 31 décembre 2011 :

	Options en cours			Options exerçables	
	Nombre d'actions ordinaires	Durée contractuelle restante moyenne pondérée	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options exerçables	Prix d'exercice moyen pondéré
Fourchette du prix d'exercice (\$)					
23,13 \$	100 000	2,37 ans	23,13 \$	100 000	23,13 \$
7,21–9,48	2 382 675	4,64 ans	9,27	135 091	8,38
7,21–23,13 \$	2 482 675	4,54 ans	9,83 \$	235 091	13,40 \$

Le modèle d'évaluation des options exige le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. La volatilité se fonde sur la tendance historique des cours de l'action de la Société. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure fiable de la juste valeur des options sur actions de la Société.

ii) Régime d'intéressement à long terme

En vertu du régime d'intéressement à long terme (RILT), des unités d'actions temporairement incessibles (UATI) dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, une fiducie pour les avantages du personnel (la fiducie) a été constituée et : a) la Société y versera des fonds que le fiduciaire utilisera pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires de la Société qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants suivant l'acquisition des droits rattachés aux UATI. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'UATI, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant.

Il y a eu 3 613 405 UATI (2 713 726 UATI pour l'exercice clos le 31 mars 2011) attribuées en remplacement de la rémunération en espèces versée aux employés au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2011. La fiducie a acquis 1 928 065 (1 695 553 pour l'exercice clos le 31 mars 2011) actions ordinaires au cours de la période close le 31 décembre 2011.

La juste valeur des UATI à la date d'évaluation se fonde sur le cours moyen pondéré selon le volume à la date d'attribution et est amortie selon le calendrier d'acquisition graduelle sur la période d'acquisition des droits de trois ans. La juste valeur moyenne pondérée des UATI attribuées au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2011 s'est établie à 11,51 \$ (9,77 \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2011).

	Nombre
Attributions en cours au 1 ^{er} avril 2010	5 317 945
Attributions	2 713 726
Actions dont les droits sont acquis	(2 680 631)
Actions auxquelles il a été renoncé	(95 212)
Attributions en cours au 31 mars 2011	5 255 828
Attributions	3 613 405
Actions dont les droits sont acquis	(1 979 395)
Actions auxquelles il a été renoncé	(61 785)
Attributions en cours au 31 décembre 2011	6 828 053

	Nombre
Actions ordinaires détenues par la fiducie au 1 ^{er} avril 2010	3 201 274
Actions acquises	1 695 553
Actions libérées à l'acquisition des droits	(1 992 836)
Actions ordinaires détenues par la fiducie au 31 mars 2011	2 903 991
Actions acquises	1 928 065
Actions libérées à l'acquisition des droits	(1 349 969)
Actions ordinaires détenues par la fiducie au 31 décembre 2011	3 482 087

iii] Unités d'actions différées

À compter du 1^{er} avril 2011, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (UAD) pour ses administrateurs indépendants. Les administrateurs indépendants doivent tous les ans indiquer comment ils souhaitent recevoir leur rémunération, et peuvent préciser la répartition de leur rémunération qui sera versée sous forme d'UAD et de trésorerie. Lorsque l'administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, le montant équivalant au nombre d'UAD octroyées étant multiplié par le cours de clôture de l'action à la fin du trimestre suivant immédiatement la fin de l'emploi. En vertu du régime, les administrateurs n'ont pas le droit de recevoir d'actions ordinaires de la Société et en aucun cas les UAD ne confèrent au titulaire les droits ou privilèges d'un porteur d'actions ordinaires.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, la Société a attribué 23 726 UAD. La valeur comptable du passif lié aux UAD au 31 décembre 2011 était de 185 \$.

iv] Programme de maintien en fonction

Par suite de l'acquisition de TBG, la Société a mis sur pied un programme de maintien en fonction qui prévoit l'émission de jusqu'à concurrence de 1 187 800 actions ordinaires de la Société assorties d'une période d'acquisition des droits graduelle sur cinq ans à l'intention des principaux membres du personnel de Canaccord Genuity Asia. Au 31 décembre 2011, un employé clé a renoncé à l'attribution de 87 989 actions au moment de son départ. Les paiements de maintien en fonction estimés sont amortis à titre de frais de développement sur une période graduelle tributaire des produits des activités ordinaires attendus de Canaccord Genuity Asia au cours de la période d'acquisition des droits. En outre, le nombre applicable d'actions liées au maintien en fonction est inclus dans le nombre dilué d'actions ordinaires en circulation. Si l'ensemble des conditions relatives à l'acquisition des droits sont satisfaites, les paiements de maintien en fonction pourraient atteindre tout au plus 12,7 millions \$.

v] Charge de rémunération à base d'actions

	Pour les périodes de trois mois closes les		Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre 2011	31 décembre 2010	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Options sur actions	399 \$	817 \$	1 161 \$	1 708 \$
Charge liée au RILT	6 782	5 105	21 552	15 881
Prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires (note 14iii)	3 099	4 676	10 005	12 062
Unités d'actions différées	68	—	185	—
Actions liées au maintien en fonction	1 507	—	1 839	—
Total de la charge de rémunération à base d'actions	11 855 \$	10 598 \$	34 742 \$	29 651 \$

NOTE 17. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le revenu de commissions sur ces transactions n'est pas important par rapport à celui tiré de l'ensemble des activités de Canaccord.

Les créances clients et les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants avec des membres de la direction :

	31 décembre 2011	31 mars 2011
Créances clients	— \$	29 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	13 515	24 754

NOTE 18. INFORMATION SECTORIELLE

La Société exerce ses activités dans deux secteurs :

Le secteur Canaccord Genuity inclut les services de financement de sociétés, les activités de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni et autres établissements à l'étranger, et aux États-Unis. Les autres établissements à l'étranger comprennent les activités de Canaccord International Ltd., Canaccord Genuity Asia et la participation de 50 % dans Canaccord BGF.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients de détail et aux particuliers au Canada et aux États-Unis.

Le secteur administratif Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits des activités ordinaires et les charges libellés en monnaies étrangères qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord.

Les secteurs d'activité de la Société sont gérés de façon distincte parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après les résultats opérationnels, sans égard aux participations ne donnant pas le contrôle.

La Société ne répartit pas le total de l'actif, le total du passif, le matériel et les aménagements des locaux loués entre les secteurs. L'amortissement des immobilisations corporelles est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables est attribué au secteur Canaccord Genuity, du fait qu'il se rapporte à l'acquisition de Genuity et de la participation de 50 % dans BGF. Les méthodes comptables des secteurs sont les mêmes que celles décrites à la note 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités au 30 juin 2011 et pour le trimestre clos à cette date. Il n'y a pas de produits intersectoriels importants. Les impôts sur le résultat sont gérés au niveau de la Société et ne sont pas attribués aux secteurs opérationnels. Tous les produits des activités ordinaires et le profit opérationnel sont tirés de clients externes.

Pour les périodes de trois mois closes les

	31 décembre 2011				31 décembre 2010			
	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires, compte non tenu des produits d'intérêts	91 448 \$	41 145 \$	7 149 \$	139 742 \$	174 860 \$	65 634 \$	6 587 \$	247 081 \$
Produits d'intérêts	2 133	3 426	2 588	8 147	2 898	2 965	1 890	7 753
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	71 112	34 686	16 010	121 808	109 238	49 044	21 271	179 553
Amortissement	2 933	513	460	3 906	1 829	596	361	2 786
Frais de développement	3 205	1 989	561	5 755	2 930	2 275	587	5 792
Charges d'intérêts	1 918	56	387	2 361	2 549	97	391	3 037
Frais connexes à l'acquisition	2 700	—	—	2 700	1 750	—	—	1 750
Frais de restructuration	1 292	—	5 000	6 292	—	—	—	—
Résultat avant impôts sur le résultat	10 421 \$	7 327 \$	(12 681) \$	5 067 \$	59 462 \$	16 587 \$	(14 133) \$	61 916 \$

Pour les périodes de neuf mois closes les

	31 décembre 2011				31 décembre 2010			
	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires, compte non tenu des produits d'intérêts	254 646 \$	136 577 \$	12 355 \$	403 578 \$	370 683 \$	152 522 \$	16 498 \$	539 703 \$
Produits d'intérêts	5 764	10 189	7 641	23 594	4 190	7 823	4 320	16 333
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	209 685	110 196	48 603	368 484	250 565	120 972	55 630	427 167
Amortissement	6 792	1 708	1 258	9 758	6 965	1 790	1 021	9 776
Frais de développement	8 891	5 946	1 489	16 326	8 205	7 133	1 533	16 871
Charges d'intérêts	5 340	238	1 158	6 736	4 000	218	1 108	5 326
Frais connexes à l'acquisition	4 143	—	1 513	5 656	12 740	—	—	12 740
Frais de restructuration	1 292	—	5 000	6 292	—	—	—	—
Résultat avant impôts sur le résultat	24 267 \$	28 678 \$	(39 025) \$	13 920 \$	92 398 \$	30 232 \$	(38 474) \$	84 156 \$

Aux fins de la présentation de l'information par secteur géographique, les activités de la Société ont été regroupées au Canada, au Royaume-Uni, aux États-Unis et dans les autres établissements à l'étranger. Le tableau suivant présente les produits des activités ordinaires de la Société par secteur géographique.

	Pour les périodes de trois mois closes les		Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre 2011	31 décembre 2010	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Canada	110 444 \$	196 906 \$	325 277 \$	415 317 \$
Royaume-Uni	12 748	23 339	31 332	58 122
États-Unis	18 003	34 173	63 784	81 972
Autres établissements à l'étranger	6 694	416	6 779	625
	147 889 \$	254 834 \$	427 172 \$	556 036 \$

Le tableau suivant présente les principales informations ayant trait à la situation financière de chaque secteur géographique.

	Canada	Royaume-Uni	États-Unis	Autres établissements à l'étranger	Total
Au 31 décembre 2011					
Matériel et aménagements des locaux loués	29 865 \$	3 810 \$	8 606 \$	2 269 \$	44 550 \$
Goodwill	242 074	—	—	26 123	268 197
Actifs non courants	350 364	4 568	8 230	44 318	407 480
Au 31 mars 2011					
Matériel et aménagements des locaux loués	30 596	4 079	5 896	247	40 818
Goodwill	242 074	—	—	3 183	245 257
Actifs non courants	353 755	5 052	5 166	3 462	367 435

NOTE 19. GESTION DU CAPITAL

La Société a besoin de capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation, y compris le financement de ses activités actuelles et futures. La Société a une structure du capital fondée sur les capitaux propres, qui englobent les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global ainsi que la dette subordonnée. Le tableau ci-après présente le sommaire de notre capital aux 31 décembre 2011 et 31 mars 2011.

Type de capital	31 décembre 2011	31 mars 2011
Actions privilégiées	110 818 \$	— \$
Actions ordinaires	466 295	467 050
Surplus d'apport	51 557	52 167
Résultats non distribués	221 409	238 647
Cumul des autres éléments du résultat global	2 216	(972)
Capitaux propres	852 295	756 892
Dette subordonnée	15 000	15 000
	867 295 \$	771 892 \$

NOTE 20. PROVISIONS ET ÉVENTUALITÉS**Provisions**

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle découlant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les provisions pour frais de restructuration constituées au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2011 ont trait aux indemnités de fin de contrat de travail engagées dans le cadre de la restructuration de la Société. Chaque date de clôture, la Société évalue le caractère approprié de ses provisions préexistantes et ajuste le montant au besoin. Voici un sommaire des changements survenus au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2011 :

	Provisions pour litiges	Provisions pour frais de restructuration	Total des provisions
Solde au 31 mars 2011	6 151 \$	— \$	6 151 \$
Ajouts	1 892	6 292	8 184
Utilisées	(1 617)	(1 492)	(3 109)
Recouvrements	(863)	—	(863)
Solde au 31 décembre 2011	5 563 \$	4 800 \$	10 363 \$

Engagements, procédures de litige et passif éventuel

Au cours de la période close le 31 décembre 2011, il n'y a pas eu de changement important aux engagements ni aux éventualités de la Société par rapport à celles décrites à la note 17 des états financiers consolidés annuels audités de 2011, à l'exception de ce qui suit :

- i) La Corporation Canaccord Genuity, entre autres, est la codéfenderesse désignée dans un recours collectif présenté à la Cour supérieure de justice de l'Ontario en 2010. La demanderesse réclame, entre autres, des dommages-intérêts en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario) s'élevant à 50 millions \$ ainsi que des dommages-intérêts punitifs d'un montant de 5 millions \$, alléguant certaines informations trompeuses présentées dans un prospectus déposé par Allen-Vanguard Inc., dans le cadre duquel Canaccord, parmi d'autres, a agi à titre de preneur ferme. La demanderesse a convenu de rejeter le recours collectif au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2012, et aucune autre mise à jour n'avait été communiquée au 31 décembre 2011.
- ii) La Société et Collins Stewart Hawkpoint ainsi que sa filiale américaine, Collins Stewart LLC, entre autres, sont codéfenderesses dans le cadre d'une poursuite intentée par Morgan Joseph TriArtisan Group Inc. et Morgan Joseph TriArtisan LLC devant le tribunal étatique de New York, alléguant qu'un projet de coentreprise entre Collins Stewart LLC et Morgan Joseph TriArtisan LLC à New York est fondamentalement incompatible avec l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint par la Société. La Société fait l'objet d'allégations portant sur l'atteinte délictuelle à des contrats, l'atteinte délictuelle à des avantages tirés d'un projet d'entreprise et la complicité dans la violation du devoir de fiduciaire. En guise de mesures de réparation, la demanderesse réclame à la Société des dommages-intérêts compensatoires d'au moins 35 millions \$ et des dommages-intérêts punitifs équivalant à trois fois les dommages-intérêts compensatoires, ou environ 100 millions \$. Les arguments de défense opposables à ces allégations et la détermination du montant des dommages-intérêts restent à établir. La Société considère que ces allégations sont fallacieuses et totalement infondées, et elle entend les contester vigoureusement.

NOTE 21. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE**i] Dividendes**

Le 8 février 2012, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,10 \$ par action ordinaire payable le 15 mars 2012 aux actionnaires inscrits le 2 mars 2012. Le conseil d'administration a également approuvé un dividende en espèces de 0,34375 \$ par action privilégiée de série A payable le 2 avril 2012 aux actionnaires inscrits le 16 mars 2012.

Renseignements à l'intention des actionnaires

SIÈGE SOCIAL

Adresse du bureau

Financière Canaccord Inc.
Suite 2200 – 609 Granville Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada

Adresse postale

P.O. Box 10337
Pacific Centre
Suite 2200 – 609 Granville Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1H2 Canada

SITE WEB DE LA SOCIÉTÉ

www.canaccordfinancial.com

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Relations avec les investisseurs

Suite 3000 – 161 Bay Street
Toronto (Ontario) Canada
Téléphone : 416-869-7293
Télécopieur : 416-947-8343
Courriel : investor.relations@canaccord.com

RELATIONS AVEC LES MÉDIAS ET DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DES INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS ET DES ANALYSTES

Scott Davidson

Vice-président à la direction et chef mondial,
Développement de l'entreprise et stratégie
Téléphone : 416-869-3875
Courriel : scott.davidson@canaccord.com

Le rapport annuel 2011 de Financière Canaccord est disponible sur notre site Web à l'adresse www.canaccordfinancial.com. Pour un exemplaire imprimé, veuillez communiquer avec le service des relations avec les investisseurs.

INSCRIPTION EN BOURSE

Actions ordinaires :
Bourse de Toronto : CF
AIM : CF.

Actions privilégiées :
Bourse de Toronto : CF.PR.A.

DATES DE PAIEMENT DES DIVIDENDES ET DE PUBLICATION DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE 2012¹

	Date de publication des résultats	Date de clôture des registres pour les actionnaires privilégiés	Date de paiement des dividendes sur actions privilégiées	Date de clôture des registres pour les actionnaires ordinaires	Date de paiement des dividendes sur actions ordinaires
T1/12	4 août 2011	16 septembre 2011	30 septembre 2011	26 août 2011	15 septembre 2011
T2/12	10 novembre 2011	16 décembre 2011	3 janvier 2012	2 décembre 2011	15 décembre 2011
T3/12	8 février 2012	16 mars 2012	2 avril 2012	2 mars 2012	15 mars 2012
T4/12	23 mai 2012	15 juin 2012	3 juillet 2012	1 ^{er} juin 2012	15 juin 2012

¹) Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les paiements de dividendes seront tributaires de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats opérationnels et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

RESSOURCES À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

Services aux investisseurs Computershare Inc.

100 University Avenue, 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Numéro sans frais (Amérique du Nord) :
1-800-564-6253
International : 514-982-7555
Télécopieur : 1-866-249-7775
Numéro de télécopieur sans frais
(Amérique du Nord) ou numéro de télécopieur
à l'international : 416-263-9524
Courriel : service@computershare.com
Site Web : www.computershare.com

Possibilité pour les actionnaires inscrits de s'inscrire au Centre des investisseurs pour avoir accès à un outil de gestion de compte libre-service.

INFORMATION FINANCIÈRE

Pour consulter l'information financière courante et archivée de la Société, visiter le site Web à l'adresse www.canaccordfinancial.com

AUDITEURS

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés
Vancouver (Colombie-Britannique)

SERVICES DE RÉDACTION

The Works Design Communications Ltd.

